

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 181
DÉCEMBRE 1978

MUSÉES
de BRETAGNE :
la liste complète

L'AGRICULTURE BRETONNE



Problèmes d'aujourd'hui



KANTERBRÄU

VOTRE BIÈRE

3 usines en Bretagne

BREST - RENNES - NANTES

librairie bretonne
(bandes dessinées - disques)

An "Ti Korn"

Alain LE FALHER

22 rue Bruat - Brest ☎ 80.36.50



Petite et grande taille

« **Breizh Kabigs** »

247, rue Jean-Jaurès

« **Yveline** »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

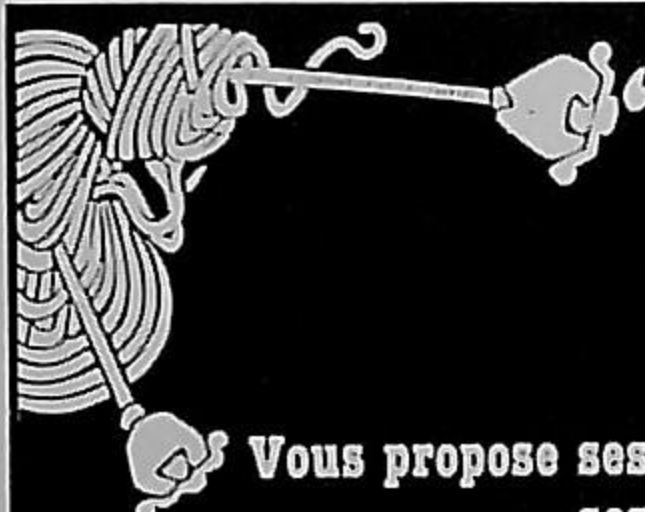
GWALARN - Café-Restaurant

34, rue de Belgique - LORIENT

ouvert à toute expression : musique, photo, poésie, peinture, mimes...

Plats mijotés pour fines gueules

Ouvert de 11 h. à 1 h.



Au Cœur du Vieux RENNES

Guenn'oan

2 rue Rallier du Baty

**Vous propose ses laines (Austral, Bon Pasteur, etc...)
ses ouvrages
ses tissages
commandes possibles**

le meilleur accueil vous y attends :

de la qualité - des prix

Tél. 79.50.04

IN DISCOTHEQUE

J.C. PROUST

Importation de disques celtiques

6, rue Assemblée Nationale
LORIENT - tél. 21.23.23

Très grand choix
de disques et cassettes
Breton
Irlandais
Ecosais

TELE. Philips - Pathé-Marconi - Grundig

société **LAOUENAN** et **GUENA**

32, Rue St-Exupéry - Brest - Tél. : 45.17.32

**HIFI. Pioneer - Scott - Akai - Technics Denon - Voxal
RADIO.**

Service après-vente assuré.



Breizh

Kabigs

Petite et grande taille

« **Breizh Kabigs** »

247, rue Jean-Jaurès

« **Yveline** »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Même si

vous ne savez

qu'un peu le

breton...

LISEZ AUSSI

POBL-VREIZH

« **LE PEUPLE BRETON** »

Mensuel

Boîte Postale 304

29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

Votre générosité, ce mois-ci, atteint des sommets inconnus jusqu'ici. Merci à tous. Ce n'est pourtant qu'une goutte d'eau : moins d'un cinquième du prix d'un numéro ordinaire. Une infime fraction du prix d'une minute de télévision, facturée près de vingt millions anciens aux publicitaires et que nos adversaires monopolisent. Plus que jamais, pour la liberté de la presse bretonne, vos dons sont nécessaires. A quand le prochain record ?

8^e LISTE

J.P. Galonnec, Gagny (93)	20,00 F
Yvon L. Suresnes (92)	25,00 F
Marie-Thérèse A. Plouha	20,00 F
Jean R. Sartrouville (78), avec mes meilleurs vœux d'encouragement, bravo pour la qualité de vos articles	45,00 F
R. Taquet, Saultain (59)	20,00 F
Robert L.P. Lorient	20,00 F
R. Nicol, Poitiers (86)	20,00 F
Y. Rospars, Cholet (49)	20,00 F
L. Le Cocq, Guichen	120,00 F
Joël P. Beaumont sur Oise (95)	20,00 F
Nadine G., Paris (75)	20,00 F
M. Le Doze, Châteaubriant	25,00 F
Jean M.L. Landerneau	20,00 F
Souscription vente Nantes (fête de l'Unité)	15,00 F
M. Le Deroff, Quimper	45,00 F
Jean Yves P., Le Mans (72)	20,00 F
Jean Pierre V., Paris (75)	20,00 F
L. Poisson, Argentré (53)	20,00 F
Y.M. de Gouyon Matignon, Chatenay Malabry (92)	20,00 F
Daniel F., Rezé-les-Nantes	20,00 F
Alain G., St-Herblain	20,00 F
O. Le Floc'h, Nantes	20,00 F
Gérard A., Ancenis	20,00 F
Y. Le Ny, Boulogne-Billancourt (92) ..	20,00 F
Christian C., St-Barnabé	20,00 F
C. Geoffroy, Saint-Malo, avec toutes mes félicitations pour la qualité du journal et mes encouragements pour la poursuite de la lutte	20,00 F
Guy K., Vannes	20,00 F
Paul C., Lorient	20,00 F
G. Couture, Juvisy-sur-Orge (91) ..	150,00 F
Alain B., La Trinité-sur-mer	40,00 F
Robert B., Sommières (30)	20,00 F
B. Le Bars, Brest	20,00 F
Philippe C., Ste Adresse (76)	20,00 F
P. Combot, Morlaix	20,00 F
René T., Le Home sur mer (14)	5,00 F
Jean M. N., Nancy (54)	20,00 F
F. Allain, Plouzané	40,00 F
P. Le Rhun, St-Herblain	20,00 F
F. Le Bienvenu, Montreuil (93)	5,00 F
E. Goasdoué, Paris (75)	70,00 F
avec toute ma sympathie	11,00 F
Souscription, vente à la criée à St-Lazare	15,00 F
Fonteneau A., Boulogne (92)	20,00 F
T. André, Le Havre (76)	20,00 F
G.P., Suisse	30,00 F
Paul A., St-Malo	20,00 F
N. Olyfi, Belgique	60,00 F
R. Nadan, Quéven	20,00 F
Philippe G., Brûs sous Forges (91) ..	20,00 F
G. Quintric, Plaisir (78)	30,00 F
H. et T. Sternis, ...	70,00 F
La Roche-sur-Foron (74)	20,00 F
Jean T., Angers (49)	40,00 F
Claude Pellen, Clichy (92)	40,00 F
Cercle breton E.C.P., Chatenay-	

Malabry (92) . Puisse cet abon- de soutien vous permettre de continuer à faire entendre une voix indépendante au service de la Bretagne	208,00 F
N. Markowna, Acigné	20,00 F
Jean-Pierre P. Saint-Nazaire	20,00 F
I. Cochevelou, Grandchamp	20,00 F
Michel L. Bergerac (24)	20,00 F
S. Bazin, Clohars-Carnoët	20,00 F
J.C. Le Berre, Clohars-Carnoët	20,00 F
Gil Van M., Clohars-Carnoët	10,00 F
B. et J. Ar Rouz, Pays de Galles ..	10,00 F
Y. Le Boette, Rennes	20,00 F
Henri C., St-Sébastien sur Loire ..	20,00 F
Albert L., Brest	20,00 F
P. Berthevas, Brest	20,00 F
Yves L., Guingamp	10,00 F
J. Devay, Taupont	20,00 F
Anonyme, Locmaria-Berrien	30,00 F
Daniel V., Janzé	30,00 F
Pascal B., Chaumont en Vexin (60) ..	30,00 F
Michel G., St Julien les Villas (10) ..	10,00 F
A. Salaun, Caen (14)	20,00 F
J. Herry, Nort sur Erdre	20,00 F
P. Halleguen, Brest	20,00 F
Joël B., Criquetot L'Esneval (76) ..	20,00 F
Gilbert L., Landerneau	10,00 F
R. Allanos, Morsang-sur-Orge (91) ..	20,00 F
C. Le Buhan, Trappes (78)	70,00 F
Michel B., Pont-Aven	10,00 F
Hélène H., Paris (75)	20,00 F
avec mes plus fraternelles amitiés	20,00 F
G. Langlais, Couëron	20,00 F
A. Jégo, Buc (78)	20,00 F
Tous mes encouragements, car vous représentez le seul espoir de changement réel en Bretagne ..	20,00 F
M. Iliou, Nantes	30,00 F
Joseph O., Eaubonne (95)	20,00 F
A. Kornet, Morlaix	10,00 F
Anonyme, Brest	50,00 F
Jacques H., St-Brieuc	10,00 F
Dominique T., Ivry-sur-Seine (94) ..	20,00 F
Jean-Paul K., Montbrison (42)	20,00 F
J.J. Volant, Pluguftan	20,00 F
T. Le Bourhis, Toulon (83)	40,00 F
Félicitations pour l'information que vous donnez	20,00 F
Jacky J., Landerneau	20,00 F
Charlot C., Rennes	20,00 F
Danièle L.B., Bénodet	20,00 F
M. Bodennec, Brest	20,00 F
R. Rivoal, Brest	20,00 F
Danièle N., Angers (49)	15,00 F
P. Bessoneau, St-Sébastien sur Loire	20,00 F
M. David, Rennes	70,00 F
Y. Gillet, Persquen	70,00 F
Soutien Anonyme, Pays de Galles ..	2,00 F
Yves L., Lorient	20,00 F
Suzanne B., Quimper	10,00 F
Catherine D., Villemomble (93)	10,00 F
G. Kerouanton, Carhaix	20,00 F
Gildas L.D., Combrit	20,00 F
J.Y. Allio, St-Germain en Laye (78) ..	20,00 F
Y. Boelle, Malestroit	20,00 F
Pour le seul journal autonomiste breton	20,00 F
P. Friant, Taden	20,00 F
Georges P., Nantes	20,00 F
Claudie M., Nevez	10,00 F
J. Henry, Nantes	30,00 F
P. Larivain, Ploumilliau	20,00 F
Yves T., Nantes	20,00 F
G. Morvant, Nantes	25,00 F
Christian P., Douarnenez	30,00 F
E. Calvez, Laz	20,00 F
J. Caignou, Rennes	20,00 F
P. Jegou, Lorient	20,00 F
Y. Jardin, Douarnenez	20,00 F
Renée L.C., Lorient	20,00 F
R. Simon, Quimper	20,00 F
Pour aider un bon journal d'opinion à tenir le coup	80,00 F
J.C. Le Mestralan, Le Mans (72) ..	20,00 F
Jean J. K., Malzeville (54)	10,00 F
Jean L.M. Brest	20,00 F
M. J. Penven, Algérie	45,00 F
R. Pincemin, St-Gilles du Gard (30)	20,00 F
Yves L. Quimper	10,00 F
F. Le Du, Paris (75)	70,00 F
P. Berrou, Pont-l'Abbé	20,00 F
R. Beauto, Lorient (53)	70,00 F
P. Collobert, Arzano	20,00 F
Jean F. J., Quimper	20,00 F
Raymond Q., Brest	30,00 F
Raymond Q., Brest	30,00 F
Marcel L., La Ravoire (73)	20,00 F
B. Henry, Toulouse (31)	10,00 F
J. Quéinnec, Darnetal (76)	20,00 F

Total de la 8^e liste 3 776,00 F
Report des listes précédentes 17 323,20 F

TOTAL 21 099,20 F

SOMMAIRE

AGRICULTURE

VA-T-ON DÉMÉNAGER	
L'AGRICULTURE BRETONNE ?	4
UN PRODUCTEUR DE PORCS	
S'EXPLIQUE	7

ETUDE

DÉMOGRAPHIE	
ET EMPLOI	8

NUCLÉAIRE

MANIFESTATIONS A	
QUIMPER ET A NANTES ...	10

SOCIAL

COAT-KER, QUIMPERLÉ ...	11
GALVA, QUIMPER	12
CHAFFOTEAU, St-BRIEUC ..	14

SOCIÉTÉ

LÉGITIME DÉFENSE ?	15
--------------------------	----

CHRONIQUES

LA VIE DE L'UDB	18
LE PROBLÈME BRETON	
DE BREST A NANTES	16
FESTOU-NOS	18
IFFIG	27

INTERNATIONAL

LE QUÉBEC	20
-----------------	----

MUSÉES

LA LISTE DES MUSÉES	
DE BRETAGNE	23

CULTURE

DISQUES	22
HISTOIRE	26
CINÉMA :	
BREIZ MA BRO	28

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

Composition mécanique - Lorient
Impr. de l'Iroise - Le Relecq-Kerhuon
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 9.000 ex. - Dépôt légal : 4^e trim.
Directeur de la publication : J. Guéguénat



3 août 78 : Les paysans du Léon kidnappent l'hélicoptère de Giscard à Landéda. Un signe public — le plus spectaculaire — de la lutte des producteurs de porcs. Il vaudra au préfet du Finistère un limogeage rapide.

DÉRAPAGE GLISSEMENT ET SOUBRESAITS D'UNE AGRICULTURE

En Bretagne, le rôle de l'agriculture est vital : si les paysans ne représentent plus qu'un quart de la population active (1), près de la moitié des emplois bretons reposent sur l'agriculture. Or celle-ci est menacée.

La menace n'est pas nouvelle. L'intégration de l'agriculture au marché capitaliste européen a eu pour conséquence l'élimination d'un grand nombre de paysans bretons, et nombre d'exploitations petites et moyennes sont menacées, mais c'est l'agriculture bretonne en tant qu'élément essentiel de la vie économique en Bretagne qui semble aujourd'hui sacrifiée. Région « marginale » par rapport aux grands centres de consommation, la Bretagne risque de voir déménager son agriculture et liquider une partie de son potentiel de production, par le jeu d'une concurrence sauvage faussée par l'inégalité des prix et des coûts dans l'Europe verte capitaliste.

MORTE POUR LE FRANC ?

« Le gouvernement sacrifie les agriculteurs à l'instabilité monétaire », accuse le Comité de Redon, qui regroupe trois F.D.S.E.A. de Bretagne hostiles à la F.N.S.E.A. (Finistère, Loire-Atlantique et Morbihan, ainsi que la Mayenne). En effet, le jeu des M.C.M., supposés rétablir l'équilibre entre pays à monnaie faible (comme le franc), avantagés à l'exportation, et pays à monnaie forte (comme le mark), pénalisés donc, aboutit à d'insupportables distorsions de concurrence, les M.C.M. agissant comme taxe à l'exportation et comme une prime à l'importation pour l'industrie. Ainsi l'écart avec l'Allemagne s'élève à 2 F par kilo pour la viande bovine, 1 F pour le porc, et 24 c pour le litre de lait ! S'ajoute à cela une grande disparité dans les conditions de financement des élevages (porcs et bovins) et souvent dans les coûts de production (utilisation du manioc en Hollande...)

(1) Encore faut-il noter que certains techniciens prévoient, dans une hypothèse pourtant favorable, 7,5 % d'actifs agricoles dans la population active totale en l'an 2000 (Etude INSEE de Bruno Tregouet, sur le département).

(2) Montants Compensatoires.

La conséquence immédiate est bien sûr une baisse du revenu des éleveurs (nette en francs constants), et des faillites, ce qui pourrait n'être qu'un prélude à un déplacement important des productions animales vers d'autres pays de la C.E.E., la Hollande par exemple. En 2 ans, les chiffres pour le porc y accusent une

PONTIVY, ET APRÈS ?

10 000 manifestants dans les rues de Pontivy, des C.R.S., du lisier, des grenades lacrymogènes ; c'était l'atmosphère des grandes manifestations paysannes de 1967, dit-on ; c'était en tous cas impressionnant : 3 000 producteurs du Finistère, 2 500 des Côtes-du-Nord, autant du Morbihan et plusieurs cars de Loire-Atlantique, d'Ille-et-Vilaine et de Mayenne ; une démonstration de force face à la F.N.S.E.A. dont les dirigeants qui « foulent en permanence la moquette des ministères » ne sont plus aujourd'hui représentatifs des agriculteurs bretons ; une manifestation de colère de producteurs que la politique agricole giscardienne a mis « le dos au mur », preuve qu'à une situation spécifique doit répondre un syndicalisme lui aussi spécifique, et offensif.

Mais deux ambiguïtés demeurent : le « front commun » de tous les agriculteurs de l'Ouest gomme la spécificité du problème breton... pourquoi créer au lendemain de Pontivy un « comité de sauvegarde de l'élevage de l'Ouest » alors que le comité de Redon avait choisi comme thème « non à la faillite de l'élevage breton » ? ... d'autre part, « l'union sacrée » des syndicats et des groupements de coopératives n'est-il pas une « alliance contre-nature » ?

Ceci pose la question de la nécessaire prise de conscience des deux dimensions du problème : prise de conscience bretonne, prise de conscience de classe.

hausse de 20 %, alors qu'ils baissent de 10 % en France (la Bretagne fournissant un tiers de la production). Mais la F.D.S.E.A. du Finistère s'inquiétait récemment d'un possible transfert d'autres productions (porcs, taureaux, légumes) vers ces pays, et donc de la disparition d'un nombre important d'exploitations. De même, les producteurs de lait et l'U.R.C.I.L. réunis à Carhaix fin septembre, réclamaient une nouvelle politique de développement de régions « périphériques » de la C.E.E., vu le danger de liquidation d'une production qui permet le maintien d'un grand nombre d'agriculteurs en Bretagne et pourrait, par la transformation sur place, créer de nouveaux emplois.

« UNE NOUVELLE GEOGRAPHIE DES PRODUCTIONS EN EUROPE » ?

Autant de cris d'alarme qui montrent bien que la menace d'un glissement de la production hors de Bretagne existe, et ceci explique d'ailleurs en partie la large mobilisation autour des producteurs de porc pour la manifestation du 8 novembre à Pontivy (près de 10 000 manifestants), les producteurs de viande bovine, de lait ou de légumes connaissant aussi de graves difficultés du fait des M.C.M., mais craignant surtout que les règlements monétaires de la C.E.E. ne servent de prétexte à un démantèlement du potentiel de production, qui, comme le disait le Conseil d'Administration d'U.N.I.C.O.P.A., aboutirait à « l'effacement économique de la Bretagne ».

En clair donc, l'Europe verte capitaliste condamne non seulement la petite exploitation (10,8 % des exploitations ont disparu dans la C.E.E. entre 1975 et 1977), mais rejette dans la marginalité l'agriculture d'un pays comme la Bretagne. D'autant que les Bretons sont bel et bien isolés, comme le notait la F.D.S.E.A. des Côtes-du-Nord fin octobre, isolés par le gouvernement français pour qui l'agriculture bretonne est parfaitement secondaire dans le grand jeu du libéralisme économique, isolés aussi par un syndicalisme « national » corporatif où le très giscardien — ex-très chiraquien — Debatisse, relayé par



Le Peuple Breton/J. Pellen



Gernot

→
les dirigeants de la F.R.S.E.A.O. (Fédération de l'Ouest), n'a rien de plus pressé que de désamorcer le mouvement de mécontentement des paysans bretons.

UN « LAISSER FAIRE » FATAL

C'est toute l'orientation néo-libérale du pouvoir, appuyé par ce syndicalisme officiel (surtout préoccupé ces temps-ci de places sur les listes de la majorité au Parlement européen), qui fait peser la principale menace sur l'agriculture bretonne. La loi d'orientation ou loi-cadre que prépare le gouvernement pour le printemps est inspirée d'un laisser-faire qui sera fatal aux plus vulnérables. Le discours de Giscard à Vassy annonçait déjà la couleur : sous l'apparence d'un vocabulaire musclé propre à flatter le chauvinisme de certains (c'est « l'agriculture de conquête » pour Giscard, la « nouvelle croisade technique » pour Méhaignerie, « l'arme de l'agriculture » pour Debatisse), il s'agit rien moins que d'éliminer au plus vite les « canards boiteux » de l'agriculture, quitte à remettre en cause des « priorités » ou des « vocations » déjà anciennes, pour redéployer l'agriculture dans un sens « libéral », autant dire pour l'adapter aux exigences du grand capital européen. D'où l'apologie totale de la concurrence, de la compétitivité, de la « haute technicité », de l'agressivité... Il s'agit, écrit benoîtement *Ouest-France*, « de savoir si l'agriculture accepte d'abandonner une partie de ses avantages et privilèges et de se livrer, sans ses protections habituelles, au jeu parfois brutal de l'économie libérale... »

Finis le dirigisme ! Le raisonnement est que, la C.E.E. arrivant à auto-suffisance agricole, il faut donc appliquer la loi du plus fort. Debatisse a immédiatement accepté, quant à lui, de « relever le défi », se contentant de demander pour l'avenir « des entreprises à taille humaine ». Cette loi-cadre, préparée au sommet entre le gouvernement et les dirigeants de la

F.N.S.E.A. s'efforcera de mettre l'agriculture à l'heure libérale, le seul problème étant alors, comme l'écrit *Vent d'Ouest*, mensuel des Paysans-Travailleurs, « de convaincre les agriculteurs de se sacrifier » et de trouver comment « ficeler le cadre » !

DECIDER EN BRETAGNE

Cette orientation nouvelle de l'agriculture est donc, comme dans d'autres domaines, un net retour en arrière au libéralisme aveugle ; elle ne répond en rien aux revendications maintes fois exprimées par les agriculteurs bretons et leurs organisations, qu'il s'agisse des F.D.S.E.A. « critiques », du M.O.D.E.F. ou des Paysans-Travailleurs (refus d'être considérés comme des assistés, prix en fonction des coûts, nouvelles conditions de financement, et halte à la disparition des exploitations). Elle tourne aussi le dos aux propositions formulées par l'U.D.B. dans son Programme Démocratique Breton.

Alors ? Certes, la mobilisation a été massive contre les M.C.M. ; une large unanimité s'est dégagée, allant de la F.D.S.E.A. « orthodoxe » des Côtes-du-Nord au M.O.D.E.F. de Bretagne, sans oublier les organisations professionnelles et les coopératives (ce qui explique la circonspection des Paysans-Travailleurs, hostiles aux Groupements de producteurs qui, en effet, appliquent et cautionnent la politique du pouvoir, de concentration et d'élimination des petits et moyens producteurs exploités). Mais l'opposition entre les intérêts de la majorité des paysans bretons d'un côté, le pouvoir et la F.N.S.E.A. de l'autre, est durable. Le problème est de savoir combien de temps tous ces agriculteurs bretons peuvent accepter la tutelle d'un syndicalisme qui les trahit, comme aux beaux jours de la « guerre du lait », et qui fait qu'au sommet, seule la minorité de gros agriculteurs qu'il représente participe à la concertation avec les pouvoirs ! D'autant plus que l'agriculture bretonne, négligée d'un bord, exploitée de l'autre par les firmes, est ABSENTE en tant que

telle des centres de décision, comme elle le sera très probablement des négociations sur l'élargissement de la C.E.E. (qui pourtant fait peser une grave menace sur sa production légumière).

Seule l'autonomie socialiste pourra donner aux paysans bretons prise sur les décisions qui les concernent, ainsi que la maîtrise de leur production et le contrôle du développement de l'agriculture

— par la création de cet échelon de pouvoir qui assurera aux agriculteurs bretons une représentation authentique, et pourra devenir un pôle de résistance aux mécanismes de l'Europe capitaliste et centraliste, seule chose capable d'œuvrer au niveau français et européen pour promouvoir une politique différente de développement des régions périphériques d'Europe, d'aménagement du territoire hexagonal, de complémentarité des productions dans le cadre d'un plan agricole, seule chose capable aussi en Bretagne d'organiser la production, de planifier suivant les besoins et de créer les emplois paragradoles correspondants ;

— par un changement radical d'orientation qui donnera la priorité au maintien d'une exploitation de type familial, à responsabilité personnelle (tout en encourageant l'utilisation collective du capital technique) et qui assurera à l'agriculteur un revenu décent et régulier pour un volume donné de production, ainsi que la maîtrise du marché foncier ;

— par un contrôle réel des agriculteurs sur la commercialisation de leurs produits, grâce à une démocratisation résolue des diverses instances agricoles et une rénovation des coopératives existantes, toutes choses susceptibles de garantir la participation du plus grand nombre d'exploitants et des travailleurs de l'agriculture à la socialisation de ce secteur essentiel pour la survie économique de la Bretagne.

Oui, pour que les agriculteurs puissent vivre et travailler en Bretagne, il est urgent de DECIDER EN BRETAGNE !

F. Favereau.

Charles Lollier est producteur de porcs à Spézet, dans le Finistère. Ancien technicien agricole dans une coopérative, il s'est mis à faire du porc en 1973, par goût pour l'élevage, dit-il, et aussi pour retrouver une

certaine qualité de vie. Pour «Kostar-Min» publication de l'U.D.B. dans la région de Saint-Hernin-Spézet, Yves Rémond a eu un entretien avec Charles Lollier; un entretien que le Peuple Breton publie à son tour.

Ton élevage est important ?

80 truies mères. L'engraissement demande des capitaux trop importants pour un gain équivalent. 80 truies ça permet à un ménage de vivre normalement, c'est de la main-d'œuvre utilisée à temps complet. Pour utiliser de la main-d'œuvre à temps complet en engraissement il faudrait en faire 2 000 et même 6 ou 7 000 dans une installation automatique.

L'investissement tu l'as fait sur des

par exemple les porcheries sont financées à plus de 100 % par des prêts remboursables en 15 ans au taux de 5 à 6 %; ici les porcheries ne sont financées qu'à 80 % par des prêts à 8-10 % remboursables en 7 ans. Les Américains qui misent de plus en plus sur leur agriculture financent leurs porcheries à 130 %. Les Hollandais autres concurrents ont le droit d'incorporer jusqu'à 20 % de manioc dans leur nourriture porcine, or le manioc est bien moins cher que les céréales. Nos concurrents ont accès aux céréales au cours mondial alors que nous

échéance mais pour l'immédiat entraînerait une baisse des prix chez eux (mais ils ont eu une longue période pour assainir leur trésorerie grâce à ces montants) mais chez nous il n'y aurait pas pour autant une hausse des prix.

Le problème est urgent : plus de 100 agriculteurs finistériens n'ont plus le droit de se servir de carnet de chèque, parmi eux certains ont plus de vingt ans de métier, ils se sont mis à faire du porc et ont ainsi perdu le capital accumulé péniblement pendant une vie de travail.

PEUT-ON ENCORE PRODUIRE DU PORC ?

fonds personnels ou des prêts ?

Des prêts.

Techniquement tu as de bons résultats ?

Entre 19 et 22 porcelets par truie et par an. La moyenne du Finistère est de 16 à 17.

Au début ça marchait bien ?

Au début ça marche toujours bien. Jusqu'en 1976 oui, malgré la crise cyclique de 1974; les crises cycliques se produisent tous les 3 ans, elles sont dues à un excédent de production suivi d'une réduction des capacités productives jusqu'à ce que la demande reparte... Il y a en général une année de crise, une année moyenne et une année qui est bonne.

Depuis 1976, la situation est en crise ?

Oui depuis juillet 1976.

Quels sont les aspects de cette crise ?

Le prix de revient est plus élevé que le prix de vente. Le prix de revient est de 7 F. 40, 7 F. 50 le kg, le prix de vente est de moins de 7 F. et cela affecte le prix des porcelets qui dans notre groupement est indexé sur le prix de vente du porc d'engraissement. Chez les producteurs indépendants de porcelets la chute des cours est encore plus forte, c'est la loi de l'offre et de la demande.

Est-ce qu'il y a surproduction en ce moment ?

Au niveau européen oui, la couverture est assurée à 102, à 103 %. Au niveau français, non, il y a un déficit de 250 000 tonnes...

Qu'est-ce qui explique alors la crise ? et l'effondrement des cours ?

Plusieurs raisons : et surtout la surproduction européenne et les montants compensatoires.

Dans certains pays : Allemagne, Belgique, Hollande, la production porcine est fortement encouragée. En Allemagne

Français devons acheter des céréales au prix français et sans incorporer de manioc : ceci pour faire plaisir à nos producteurs céréaliers qui tiennent à écouler leurs productions à un prix plus élevé.

L'autre raison c'est le système des « montants compensatoires ». C'est un mécanisme qui a été mis en place pour remédier aux fluctuations monétaires. Quand un pays voit sa monnaie réévaluée, il a du mal, ses agriculteurs ont du mal à exporter et par contre les concurrents qui ont vu leur monnaie baisser relativement peuvent exporter plus facilement. Pour éviter cet inconvénient les producteurs dont la monnaie a été réévaluée touchent une compensation égale à la hausse de sa monnaie.

Donc c'est une aide à l'exportation ?

Les montants compensatoires agissent en fait comme une taxe à l'exportation et une aide à l'importation.

Dans les deux sens ?

Oui ! dans les deux sens. Le paysan français qui a une monnaie dévaluée et qui pourrait donc normalement vendre plus est taxé, entre 10 et 20 % (écart qui s'est creusé entre les monnaies). Les producteurs belges et hollandais qui sont exportateurs en bénéficient ainsi que les importateurs français (abattoirs). Non seulement on aide les producteurs concurrents mais on incite les abattoirs à acheter là-bas plutôt qu'ici. Le producteur hollandais ou belge touche entre 40 et 50 F. par carcasse exportée et l'abatteur français reçoit entre 25 et 30 F. par carcasse de porc importée. En tout le coût de la carcasse est abaissé de 80 F. par rapport à la carcasse que nous autres producteurs français et surtout bretons vendons.

Quelle est la réponse du syndicalisme agricole à cette situation ?

La FNSEA propose la diminution progressive des montants compensatoires. Les fédérations bretonnes proposent l'arrêt total des montants en question. Cette mesure suffirait à longue

Dans l'immédiat il faut que les pouvoirs publics remettent à jour les trésoreries des producteurs pénalisés par les montants compensatoires. C'est une première mesure indispensable et juste. Pour la suite il faudrait comme pour le blé créer un office de la viande qui garantisse aux producteurs un prix plancher jusqu'à une certaine production (cela leur assurerait un minimum de ressources et permettrait aux campagnes de rester peuplées). (Ceux qui dépasseraient cette production écouleraient leurs produits selon les lois du marché). Il faut en finir avec les subventions qui vont aux productions et non aux producteurs et qui créent la surproduction et font des agriculteurs des assistés.

Tu ne sembles pas avoir beaucoup de confiance dans le syndicalisme agricole actuel, pour quelles raisons ?

Aucune, parce qu'il existe au moins trois ou quatre types d'agriculture et qu'il n'existe qu'un seul syndicalisme, qu'il est impossible de défendre à la fois les céréaliers, les éleveurs bretons et l'agriculture de montagne...

En outre le syndicalisme même ici est le fait de gens déjà installés, leur installation est payée et amortie, pour eux il n'y a aucun problème. En cas de crise, ils gagnent moins d'argent et c'est tout.

Comment vois-tu l'avenir de l'agriculture bretonne ?

L'élevage porcin est en crise et si dans les six mois qui viennent rien n'est fait il y aura beaucoup de faillites et l'avenir de cet élevage est en jeu.

Ce sont les éleveurs de porcs qui ressentent le plus les problèmes de l'agriculture ?

Oui, parce que les cours se sont écroulés depuis deux ans et que le système des montants compensatoires monétaires est plus élevé pour les porcs que pour le reste. En outre l'élevage porcin ne permet aucune erreur technique.

QUE CACHE L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA BRETAGNE

(suite du n° de novembre)

L'évolution de la population active dont l'étude a été annoncée dans le précédent numéro du Peuple Breton montre que le niveau de 1954 n'est pas atteint pour l'ensemble de la Bretagne 21 ans plus tard.

te période, la charge reposant sur les actifs ne cesse de s'alourdir. Une étude du bilan du VI^e plan, achevé fin 1975, a été publié par le Peuple Breton en décembre 1976. Il en ressortait que si les objectifs gé-

tableau de l'évolution de la population active durant la période 1968-1974.

Population active	1954	1962	1968	1975
	1.392.700	1.304.500	1.327.200	1.339.500
Population totale	3.074.000	3.200.000	3.329.700	3.530.000
Nombre d'actifs pour 1000 habitants	453	407	398	379
% population Bretagne/France	7,19	6,89	6,69	6,70
% population active Bretagne/France	7,4	6,8	6,6	6,4

Deux phénomènes contraires apparaissent sur ce tableau comparatif de l'évolution de la population totale et de la population active ayant un emploi. D'une part la population active ne cesse de diminuer, et si elle s'est accrue très légèrement, de 2,7 %, entre 1962 et 1975, elle représente un pourcentage décroissant de la population active hexagonale. Si la Bretagne avait connu de 1954 à 1975 une expansion de même ampleur (mesurée en emplois effectifs) que l'hexagone, elle aurait dû compter 1.547.200 emplois pourvus en 1975, soit en 21 ans un **déficit de 207.700 actifs**. D'autre part, si la population bretonne avait suivi la même expansion que la population hexagonale, la Bretagne aurait dû compter **256.000 habitants en plus**. Ces deux chiffres rapprochés démontrent que ce sont les forces productives de la Bretagne qui sont atteintes par la gestion capitaliste de l'économie.

Par ailleurs, sur 1 000 personnes résidant en Bretagne, 453 exerçaient une activité économique en 1954 ; en 1975, ce chiffre est tombé à 379. Ce qui signifie que si l'évolution démographique est positive durant cet-

néreux du plan (bilan migratoire équilibré, croissance lente de la population totale) avaient été partiellement atteints, les deux objectifs prioritaires de ce plan (rajeunissement de la population, 40 000 emplois créés) avaient été loin d'être atteints, entraînant un vieillissement de la population.

PAR DEPARTEMENT

L'accroissement de la population active ayant un emploi est la résultante de deux mouvements contradictoires : chute très sensible de l'emploi effectif dans les Côtes du Nord (- 14 %), le Finistère, (- 10,3 %) et le Morbihan (- 11,5 %) d'une part, et accroissement sensible en Ile-et-Vilaine (+ 2,9 %) et surtout en Loire-Atlantique (+ 10 %) durant la période 1954-1975. Ces chiffres mettent en évidence des évolutions contradictoires à l'intérieur de la Bretagne — phénomène déjà signalé dans l'évolution de la population totale.

PAR « PAYS »

La réalité du désert breton est confirmée de façon évidente par le

Pays	% variation
Nantes	+ 10 %
Rennes	+ 7,8 %
Saint-Nazaire	+ 5,8 %
Vannes	+ 4,4 %
Brest	+ 3,6 %
Quimper	- 3,5 %
Ancenis	- 3,7 %
Morlaix	- 4,6 %
Guingamp	- 5,3 %
Redon	- 6,4 %
Fougères	- 6,7 %
Dinan	- 7,0 %
Lorient	+ 0,3 %
Lannion	0 %
Saint-Malo	- 0,2 %
Saint-Brieuc	- 1,1 %
Pontivy - Loudéac	- 7,6 %
Vitré	- 8,2 %
Ploërmel	- 8,2 %
Paimbœuf	- 10,2 %
Châteaubriant	- 10,3 %
Carhaix	- 14,2 %

Les pays nantais et rennais s'opposent de façon flagrante par leur évolution au reste de la Bretagne ? Dans ce « reste » constituant le désert breton figurent les zones périphériques des régions précédemment citées (pays de Fougères, Vitré, Redon, Châteaubriant) et les pays de la Bretagne intérieure allant de Guingamp à Châteaubriant par Carhaix, Pontivy, Ploërmel et Redon.

ECONOMIE FRAGILE

La structure des secteurs d'activité économique montre un tissu industriel faible, un secteur primaire, essentiellement agricole, très développé (75 % d'actifs agricoles de plus que dans l'hexagone).

	Bretagne 1975	France 1974 *
Secteur Primaire	18,7 %	10,7 %
Industrie	21,3 %	29,3 %
Bâtiment Travaux publics	10,3 %	9,6 %
Tertiaire	49,8 %	50,3 %

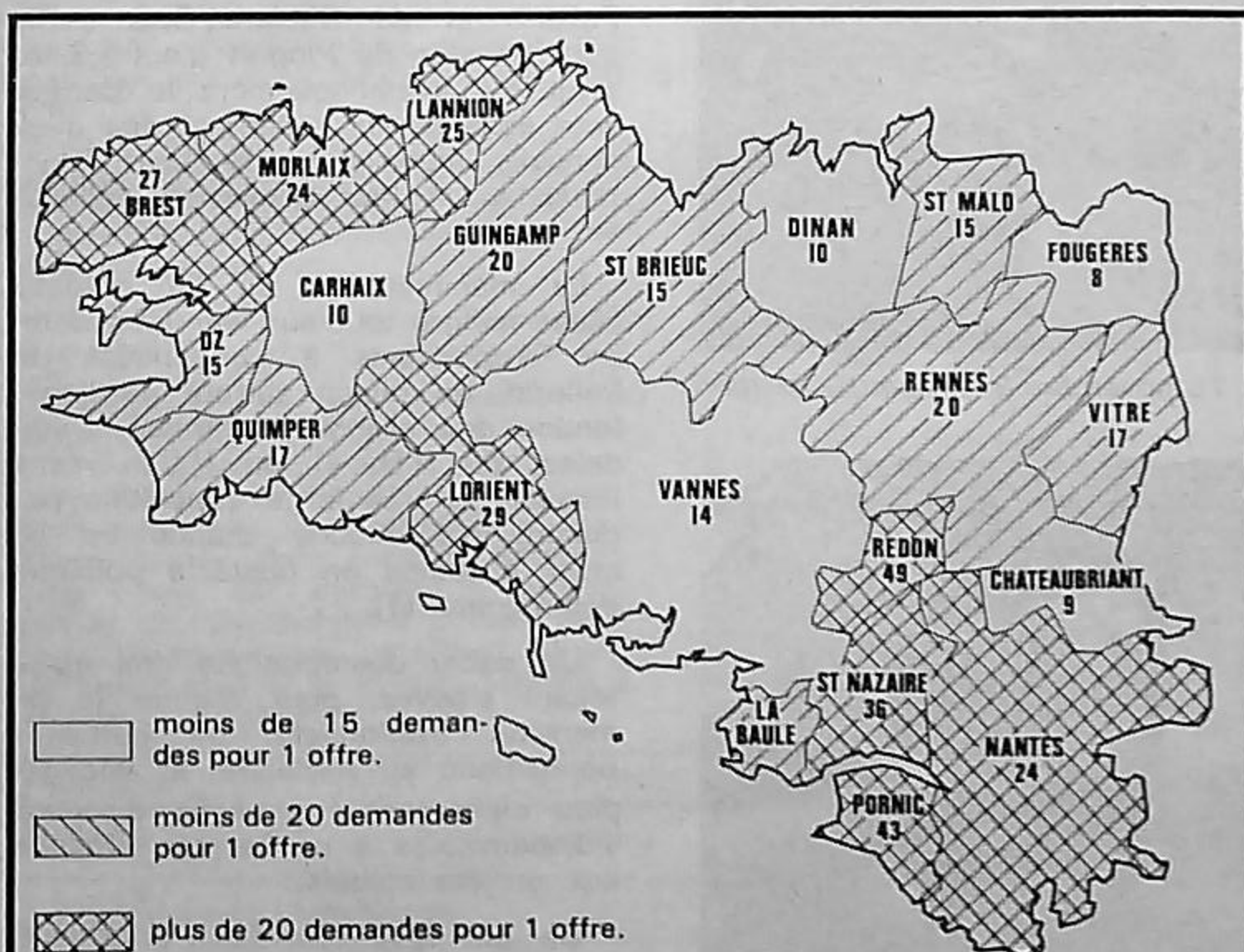
* Le décalage d'un an est sans incidence sérieuse.

BILAN DE SANTE DE LA BRETAGNE

Durant la période 1968-1975, il faut noter la progression spectaculaire des industries électriques et électroniques (+ 213 %) mais il s'agit surtout d'établissements industriels à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché, essentiellement féminine. Par ailleurs, ce secteur très fragile est actuellement dans une passe difficile et la vocation électronique est, semble-t-il, comme bien d'autres vocations de la Bretagne à ranger aux oubliettes ! De plus, ce secteur électronique ne représentait qu'en 1975 20 % en effectifs des industries agro-alimentaires qui représentent un emploi industriel sur quatre. Quand on connaît la dépendance économique du secteur agro-alimentaire qui fournit des produits peu élaborés ou à faible valeur marchande tels que beurre, poudre de lait, carcasses de porcins, on comprend très facilement la fragilité du tissu industriel breton.

De cette étude non exhaustive ressort l'importance de la situation de l'emploi. Car il est évident que la concordance entre les évolutions respectives de la population résidente et de la population active laisse présager un avenir sombre du point de vue démographique quand on connaît la situation d'effondrement de l'emploi en Bretagne... La carte représentant le rapport demandes d'emploi/offres d'emploi montre que ce sont les pays à forte croissance démographique jusqu'en 1975 qui sont parmi les plus sévèrement touchés par le chômage. On peut craindre que les cartes de l'évolution de la population active ne préfigurent celles de l'évolution démographique de demain. Il est plus important que jamais de vouloir vivre et travailler au pays pour décider demain.

Fanch Berthou,
enquête Michel François.



Le rapport D.E.N.S./O.E.N.S. est d'autant plus élevé que le chômage est important face aux emplois offerts. Il est préférable de l'apprécier sur une période assez longue pour éliminer des facteurs temporaires d'accroissement ou de réduction. Un rapport élevé dans une zone industrialisée et peuplée : Saint-Nazaire, Lorient, Brest, Nantes, est significatif d'un « marché de l'emploi » gravement détérioré.

Dans les départements voisins de la Bretagne, le rapport était de 12 à la même époque. Le taux de chômage, qui était de 8,2 % de la population active salariée en Bretagne, y était de 6,0 %.

Dans un « Ouest » mal loti, le peuple breton est bien le dernier à envier.



Le Peuple Breton



Le Peuple Breton/Quénéhervé



Le Peuple Breton/Louër



Le Peuple Breton/Huby

Fougères-Lorient-Concarneau : une même lutte pour l'emploi.

NUCLÉAIRE :

A Nantes (Le Pellerin)

A Quimper (Plogoff)

Des manifestations importantes

LE PAYS NANTAIS CONTRE LA CENTRALE DU PELLERIN

Plus de 5000 personnes, venant du Pellerin et de Couëron (rives sud et nord de la Loire) ont manifesté dans les rues de Nantes, le 28 octobre, pour exprimer leur opposition à la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin. Le Conseil d'Etat, quelques jours plus tôt, avait donné l'avis favorable nécessaire à la déclaration d'utilité publique du projet (non sans émettre malgré sa composition de sérieuses réserves).

Pour Le Pellerin comme pour Plogoff, les notables de droite portent une responsabilité politique écrasante. En janvier 1975, le Comité économique et social des prétendus « Pays de Loire » adoptait le principe d'une ou deux centrales nucléaires sur le territoire de la circonscription. Début février, le Conseil « régional » lui emboîtait le pas. En juin 76, la Chambre de Commerce « régionale » réclamait l'implantation d'une centrale nucléaire. Et en janvier 1977, le conseil général de Loire-Atlantique, décidément bon à tout, donnait un avis favorable pour le site du Pellerin !

La banderole principale de la Fédération U.D.B. de Loire-Atlantique n'était d'ailleurs pas la seule dans le défilé à souligner le lien entre les deux projets d'E.D.F. en Bretagne. Et quelques jours auparavant, le jumelage entre les communes voisines du Pellerin et de Cheix-en-Retz d'une part, et celle de Plogoff d'autre part, avait été symboliquement le dernier acte administratif remarqué des deux conseils municipaux de Loire-Atlantique, avant leur démission collective.

La manifestation du 28 octobre laisse malgré tout sur leur faim nombre d'opposants à la centrale de Pellerin, en raison surtout de l'abstention des grandes centrales syndicales, du P.S. et du P.C.F., sans lesquels la très large opposition populaire n'a aucune chance de se muer à temps en obstacle politique déterminant (1).

Un débat démocratique doit maintenant s'ouvrir, pour réduire la dimension irrationnelle de certaines oppositions au nucléaire, et dégager plus clairement les bases d'accord indispensables à un barrage efficace aux projets actuels.

Ce qui est aujourd'hui prioritaire.

Fédération U.D.B.
de Loire-Atlantique.

(1) Les organisations appelant à manifester étaient, outre l'UDB : le PSU, la FDSEA, les Paysans-Travailleurs, la Confédération Syndicale du Cadre de Vie, le MRG, le CRIN, le Comité de Défense du Pellerin, la LCR, plusieurs groupes gauchistes, etc...



A Nantes le 28 octobre (ci-dessus), à Quimper le 18 novembre (ci-dessous), les militants de l'U.D.B. étaient présents.



EST-ON VRAIMENT AU XX^e SIÈCLE ?

A la lecture des romans noirs où est décrite la condition des ouvriers à la fin du 19^e, début 20^e siècle, on frémit de tant de vies uniquement soumises à l'implacable loi du travail et à l'exploitation ; et l'on se sécurise en se disant que ce sont là des pages d'histoire qu'autant de luttes syndicales et politiques ont fait basculer de façon irréversible vers plus de justice et de respect de l'homme.

... La réalité quotidienne du travail en Bretagne, donne parfois un démenti amer à de telles rassurantes réflexions.

Ainsi au Coat-Ker, à Quimperlé, un ouvrier qui fournissait en moyenne 111 h de travail hebdomadaire, qui n'avait pas pris ses congés payés (pour faciliter la marche de l'entreprise) s'est vu dernièrement licencié !... Il n'avait plus suffisamment de rendement ! Plus rentable — supprimé c'est si simple — Et autant d'autres qui se taisent pour garder leur boulot à tout prix.

A Coat-Ker c'est monnaie courante d'être « dans l'impossibilité de prendre ses congés payés, d'être muté d'une société à une autre avec perte de l'ancienneté et des avantages acquis, de voir son salaire diminué arbitrairement. Certes les ouvriers se sont organisés pour leur défense, mais au Coat-Ker, la répression syndicale est systématique et sans relâche ; les affichages syndicaux sont arrachés, la direction a créé un syndicat jaune F.G.S.D.A. pour combattre la C.F.D.T. à la « Rurale », les élections aux comités d'entreprises sont illégales, les heures de délégation syndicale ne sont pas rémunérées, etc...

Qu'est-ce que cette entreprise où sévit une telle exploitation des travailleurs ?

Au départ le schéma est fréquent, la coopérative Coat-Ker était une sorte de « syndicat » paysan pour la défense de leurs intérêts en vente et achats de produits agricoles ; actuellement elle fonctionne comme toute entreprise commerciale privée. Elle comprend 4 sociétés, que la direction (président Orvoen, sénateur Moëlan-sur-Mer, directeur général de Laville Frémoit) a toujours travaillé à séparer et désolidariser.

Sociétés	LA RURALE	S.C.A.	S.I.C.A.-C.K.	BOIS-JOLI
Objets	céréales	conserves « Rival »	salaisons	fabrication aliments bébés
Emplois avant licenciements	80	140	49	28
Licenciés	2	8	47	28

Le 12 septembre 1978, le délégué syndical C.F.D.T. Anicet Le Marrec (appartenant à la Rurale) a fait parvenir aux paysans du canton « sociétaires » de la coopérative, une lettre expliquant la marche de l'entreprise et les problèmes qu'elle rencontre « A l'heure actuelle » dit-il « nos informations sont suffisamment précises pour affirmer que la S.I.C.A. ne

pourra pas survivre à ses difficultés qu'elle traîne depuis plusieurs années... »

— Le 10 octobre, la direction riposte en licenciant Anicet Le Marrec, sans entretien préalable.

— Le 16 octobre, donnant raison à Le Marrec, la S.I.C.A. dépose son bilan !

- L'inspection du travail refuse le licenciement du délégué syndical.

- Le Tribunal de Quimper signifie par ordonnance sa réintégration.

Mais Orvoen ne respecte pas la loi. Cyniquement il se sert, en les manipulant et les intimidant, des ouvriers eux-mêmes pour faire respecter sa loi à lui, celle du profit. Il faut souligner que les ouvriers de cette entreprise sont issus d'un milieu rural particulièrement défavorisé où n'existe aucune tradition de lutte ouvrière. Orvoen le sait bien et en profite. La manœuvre est simple mais efficace (surtout quand on connaît les difficultés à trouver du travail dans la région en ce moment).

Le Marrec est accusé par la direction de menacer la vie de l'entreprise donc l'emploi des travailleurs par « des tracts dangereux » (pour qui ?...). « La justice nous interdit de licencier ce délégué syndical, organisons-nous (pétitions, piquets de grèves) pour refuser sa réintégration », déclare la direction. Le personnel est contraint de faire grève (même 2 syndiqués C.F.D.T. ne peuvent que « suivre » sous la pression). 57 grévistes sur 80 dont une trentaine de cadres.

Malgré tout, la direction tente de faire croire que tout va bien et pour masquer son incapacité, tente de faire porter le chapeau de la crise aux organisations syndicales, donc aux salariés !

Les raisons invocables sont évidemment d'un tout autre ordre !

Pas même nécessaire de se référer à la conjoncture économique, explique le syndicaliste Le Marrec, puisque les autres salaisons de la région sont florissantes. Les causes ne peuvent être qu'internes à l'entreprise.

— En ne transformant plus les porcs de son groupement, la SICA augmente considérablement le prix de revient de

ses porcs de même. Or les carcasses achetées par la SICA proviennent des mêmes abattoirs où le groupement livre ses propres porcs !... Ils retournent donc à la SICA majorés, du bénéfice des intermédiaires, des coûts de transport aller et retour, etc...

— Ayant des coûts de production trop élevés, elle vend à perte pour les écouler.

— D'autre part, parmi les responsables, nombreux sont ceux qui ont été davantage préoccupés de leur situation personnelle que par l'organisation dont ils avaient la charge.

— Il y a une dizaine d'années la S.C.A. perdait une fortune avec la C.G.C. (France-Uni conserves).

— La SICA a eu une période florissante avec la commercialisation des petits pots pour bébés (Gallia) mais la direction ne se préoccupant pas de l'avenir, à la fin du contrat Gallia, de nouveau les difficultés.

Puis pendant 2 ans, Pharmaponti, créé en catastrophe, sans étude préalable, n'a pas réussi à rentabiliser les énormes dépenses engagées en publicité (spots télévisés, avantages distribués à quelques gros bonnets de la pharmacie).

— Enfin les prix de revient ne sont pas étudiés ou de façon très insuffisante, les statistiques sont calculées à la main par le personnel, alors qu'il y a un service informatique complet, totalement sous-employé — par incompetence.

Mauvaise gestion, incompetence, loi du profit, le « danger » était pourtant clairement cerné dans les différentes dénonciations syndicales.

Le 8 novembre dernier, la C.F.D.T. dans un tract soulignait la menace de nouveaux licenciements après l'important déficit sanctionné par 2 dépôts de bilan. Aujourd'hui, c'est chose faite. 55 licenciés vont grossir les rangs des 271 demandeurs d'emploi sur Quimperlé (chiffre sans précédent jusqu'ici), 47 ouvriers des salaisons et 8 employés des bureaux généraux et de l'informatique.

Le démantèlement de l'entreprise se poursuit, allant dans le sens de la concentration capitaliste. Des tractations ont eu lieu entre la direction et... Bigard, qui ayant 30 emplois à pourvoir, reprendrait en priorité des ouvriers licenciés des salaisons... qui se présenteront individuellement.

Maintenant l'usine est occupée par les ouvriers. Ils ne sont pas seuls dans cette lutte, les partis politiques (P.S., U.D.B., P.S.U...) diverses associations (comme la Ligue des Droits de l'Homme, M.R.J.C., Planning familial, etc...), des syndicats (C.F.D.T., F.E.N., Modéf...), qui déjà les ont soutenu dans une action d'information et d'explication sur la situation au Coat-Ker, se retrouvent à leur côté dans le combat.

Yveline Daumer

ses produits.

Situation d'autant plus illogique, qu'au départ, elle avait été créée pour transformer la production du groupement de producteurs de porc. Puis rapidement elle a acheté ses propres carcasses dans les abattoirs de Souchoix (chez Bigard par exemple, cf. P.B. n° 174 - mai 1978), laissant le groupement commercialiser

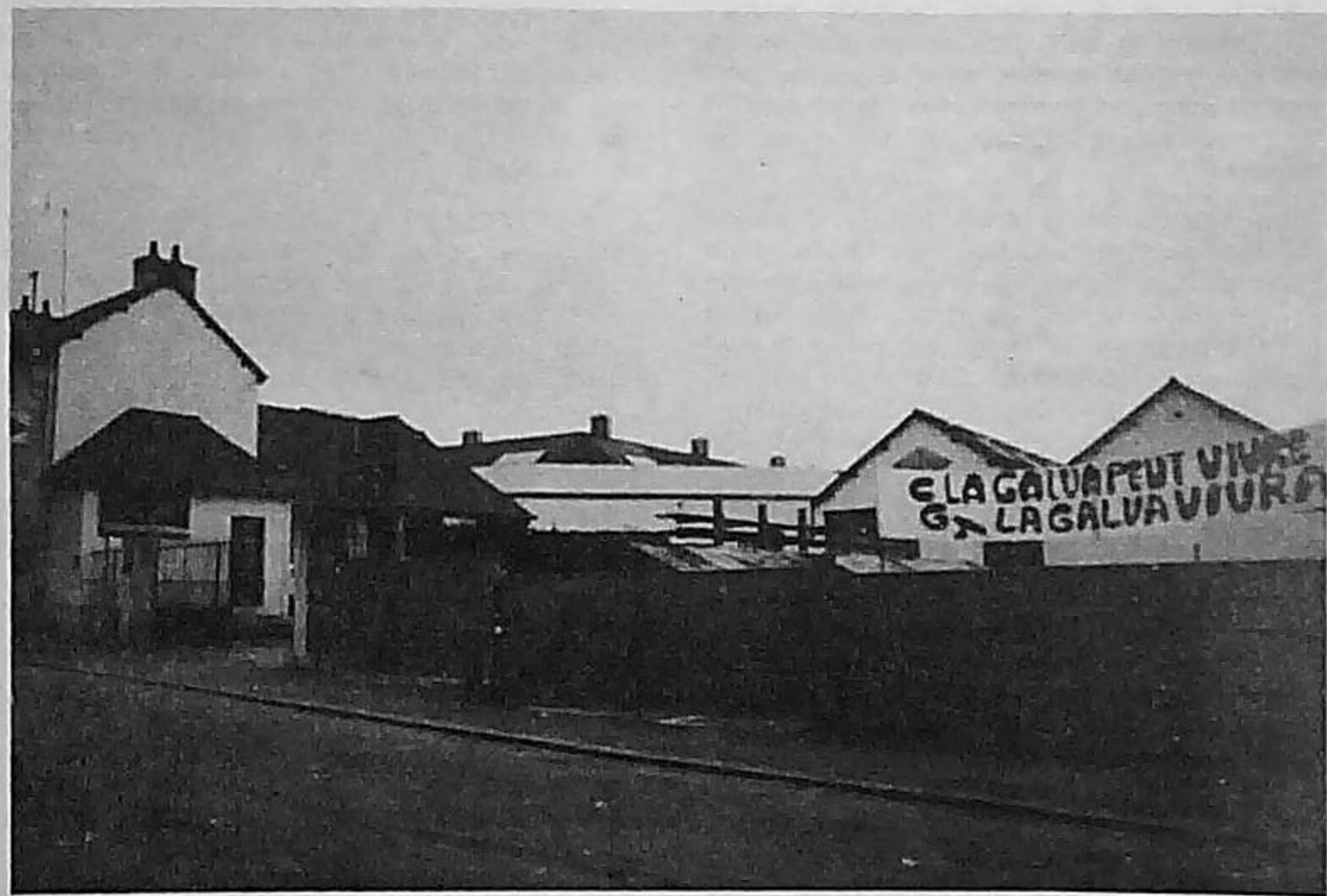
ENCORE UNE LUTTE DIFFICILE EN CORNOUAILLE...

La « Galva », ça reste à Quimper une affaire importante dans la mesure où il y a encore 175 ouvriers. Elle a été créée avant la guerre par M. Bernard père, et sa principale production a été longtemps la galvanisation d'articles ménagers, de seaux métalliques etc... Il y a eu jusqu'à 240 employés dans cette entreprise qui prospère jusqu'au début de 1970. Que ce passe-t-il alors ?

Jusqu'en 68-70, la Galva a fabriqué des articles de ménage. En 70 sa fabrication s'est orientée vers du matériel avicole. A partir de ce stade, elle a évolué avec du matériel sophistiqué pour la mécanisation des élevages spécialisés de l'aviculture. La transition entre l'ancienne fabrication et la nouvelle ne s'est pas faite, il n'y a eu ni plan programme ni plan d'investissement, donc

l'entreprise s'est mal adaptée à sa nouvelle situation et a raté une espèce de virage. La Galva est restée dans le même cadre alors que les éléments fabriqués auraient dû être suivis par de nouvelles machines, par de nouveaux locaux; parce qu'auparavant le matériel fabriqué ne prenait pas de place alors que maintenant le nouveau matériel prend beaucoup plus de place. Automatiquement il y a eu surcharge dans ces locaux; de 70 à 73 le bilan était juste équilibré, en 75, il est devenu déficitaire. Là aussi on peut se demander pourquoi les dirigeants de l'entreprise n'ont pas pris le taureau par les cornes et n'ont pas essayé de faire quelque chose. A cette époque pourtant la direction achetait un terrain à Guengat sur lequel devait se construire une

usine neuve; mais sans doute aussi à cause d'une crise économique qui est venue à l'époque se joindre aux difficultés de la boîte ceci ne s'est pas fait. Le bilan en 76 est toujours déficitaire, et toujours pas de prise de conscience, pas de réaction réelle de la part du patron. A partir de 76, des conseillers d'entreprise sont venus à la Galva et après avoir étudié le dossier, ils en ont déduit que la Galva était viable de par le matériel qu'elle fabriquait, mais que bien sûr, il existait des problèmes dans l'état actuel des locaux, mais que cette affaire devait être très rentable. Suite à leur passage, aucune mise en application n'a été faite, et on en est arrivé en 77 à la catastrophe; c'est à ce moment que les banques ont coupé les vivres.



Donc une reconversion ratée par manque d'audace de la direction tant sur le plan économique que sur le plan matériel (locaux inadaptés, etc...) Depuis quand les locaux n'ont-ils pas été modernisés ?

Depuis très longtemps, depuis 10 ans environ; cette usine a été créée pour une centaine d'ouvriers...

Donc là, vous êtes pratiquement le double et rien n'a été fait pour améliorer vos conditions de travail, pour améliorer la production, étant entendu que la qualité Galva était renommée. Alors là aussi il y a quelque chose qui peut surprendre de l'extérieur, pourquoi cela ne marche pas ?

Oui, le matériel Galva est réputé sur le plan national et international, quoique dans ce domaine la direction ait quelque peu raté le coche. Mais c'est toujours pareil, une usine mal équipée ne pouvait percer le marché international.

Inutile de vous demander si le personnel a été contacté. Comme d'habitude, le personnel n'est concerné que lorsque tout va mal...

On dira même autre chose, on mettra même la cause de l'échec sur notre dos; dans ces cas-là on ne pense jamais qu'il s'agit d'erreurs de gestion. C'est toujours l'ouvrier qui travaille mal ou pas assez. Ça ne vient jamais de plus haut; depuis deux ans pourtant nous appuyons sur les problèmes réels de la société tant au niveau de la gestion qu'au niveau de l'encadrement, ceci était primordial pour nous.

Aujourd'hui, combien d'ouvriers risquent de perdre leur emploi ? Quelles chances ont-ils d'en retrouver un dans la région ? Est-ce que ce sont des ouvriers qualifiés et est-ce qu'il y a un moyen de les recycler ?

Actuellement nous sommes 172 ouvriers à la Galva. Sur le plan de l'emploi à Quimper,

il y a déjà assez de chômeurs pour que le personnel de la Galva ait des difficultés à trouver des places, surtout que le secteur métallurgie à Quimper est presque inexistant. L'ancienneté du personnel est en moyenne de 10 ans dans l'entreprise. La moyenne d'âge est de 45 ans environ. Comment, dans ce cas, ces gens pourront retrouver du travail, c'est impossible. Et se reconvertir à cet âge ? De plus le travail des salariés sur les presses ne demande pas de spécialité. Il y a quand même à la Galva des secteurs de chaudronnerie mécanique (tour, fraisage) où la main-d'œuvre est qualifiée mais en général le personnel n'a pas de spécialité et a appris son travail sur le tas. Dans ce cas où aller chercher du travail ailleurs ?

Vous avez rencontré en juillet et septembre l'adjoint aux affaires économiques de la municipalité de Quimper, qu'avez-vous retiré de cet entretien ?

A propos de toutes les entrevues qu'on a pu avoir avec la préfecture, la municipalité, on nous a endormis et on nous répondait « On s'occupe de vous, on ne laissera jamais tomber, c'est un problème grave dans notre ville que de voir une société de cette taille disparaître et on s'attache à trouver différents acquéreurs. » Mais nous nous apercevons en fin de compte que la municipalité de Quimper n'a pas fait grand-chose jusqu'à ce jour, on le regrette vivement et on pense même qu'elle ne veut plus s'intéresser au sort de la Galva. Elle rejette le problème de la Galva sur la municipalité de Guengat, ceci en rapport avec le terrain acheté par la société à Guengat. Il est clair que la municipalité ne facilite pas la réimplantation de la Galva alors qu'il s'agit en fait de la survie de tout un ensemble.

Oui, effectivement la municipalité se félicite de l'installation d'une usine américaine offrant 80 emplois, alors que de l'autre côté elle laisse disparaître une entreprise comptant 175 ouvriers... Est-ce qu'il y a un espoir encore de rachat de la Galva ?

Disons qu'actuellement il y a un espoir de

reprise, mais qu'il n'est pas à l'avantage du personnel. En effet, l'éventuel acquéreur se propose de repartir avec 40 personnes, soit le quart de l'effectif actuel. On comprend bien que nous ne pouvons accepter en aucun cas qu'une personne sur quatre puisse retravailler. Il y a quelque chose d'insoutenable dans cette situation.

Il y a une chose importante qu'on veut souligner : ce n'est pas la faute des ouvriers si l'usine ne peut se redresser, car les propositions qu'on nous a faites, il est tout naturel qu'on les refuse. Il est certain que des propositions plus honnêtes, plus avantageuses, pour la majorité des travailleurs, est la seule chose qui nous intéresse. Nous sommes bien conscients qu'il y aura toujours des difficultés à recaser tout le monde, mais passer de 175 à 40, il y a là une marge que nous ne franchirons en aucun cas. Ceci est très important, on tient à le dire, qu'on ne vienne pas nous reprocher que nous refusons toute discussion et toute proposition. Nous sommes très déçus de la manière dont se tiennent actuellement les entretiens avec les différents acquéreurs et en particulier Vanier.

J'en reviens au problème des 43 ouvriers repris. Donc à part cela, il n'y a ni promesse d'augmentation du personnel ni étude de programme économique à long terme

Non, aucun plan n'est proposé par

l'acquéreur éventuel. Aucun calendrier !

Si vous disiez à l'heure actuelle « d'accord pour les 43 », ce qui n'est pas pensable, qu'en adviendrait-il après ?

Effectivement on pourrait penser reprendre à 43, mais ne connaissant pas les intentions de Vanier et n'ayant aucune réelle garantie quant à la suite donnée au réembauchage des 130 salariés restant, nous ne pouvons accepter.

Est-ce qu'actuellement vous participez aux négociations et aux discussions ?

Très peu ! Nous sommes tenus à l'écart ; actuellement les problèmes sont discutés directement avec le syndicat. Personne ne nous demande notre avis et c'est très regrettable.

Vous organisez-vous dans votre lutte à venir pour défendre votre outil de travail ? Comment cela se passera-t-il ?

Là, nous avons une chose très importante à dire. Au cours de notre lutte déjà engagée, nous nous sommes aperçus que le personnel de la Galva était sérieux et déterminé à conserver son outil de travail à tout prix. Nous avons continué à travailler pendant notre préavis, ceci afin de ne pas détruire le marché existant (car nous avons encore

beaucoup de commandes en cours), nous avons donc continué à travailler pour démontrer que le personnel désirait maintenir le contact avec ce marché et faciliter une éventuelle reprise par un éventuel acquéreur. Mais il ne faut pas nier l'évidence, nous sommes au chômage depuis la fin octobre. De ce fait et étant entendu que le personnel a voté contre les propositions actuelles, à une très forte majorité, nous sommes décidés à mener l'action, en l'occurrence, l'occupation effective des locaux, et nous demanderons à ce que des négociations sérieuses soient entamées le plus rapidement possible, ceci en notre présence.

Je crois que dans toutes les luttes à Quimper, et en particulier celle de l'imprimerie Cornouaillaise, la popularisation de la lutte a été une chose primordiale. Avez-vous une idée déjà de ce que vous allez faire ?

Le fait que nous ayons travaillé jusqu'au dernier jour ne nous a pas permis de nous occuper de ces problèmes-là pour l'instant. Nous allons nous y mettre dès maintenant et sommes déterminés à nous défendre. Car si notre sort en dépend, celui d'autres travailleurs aussi. Voyez, par exemple, les paysans.

Propos recueillis
par Jean Guillou

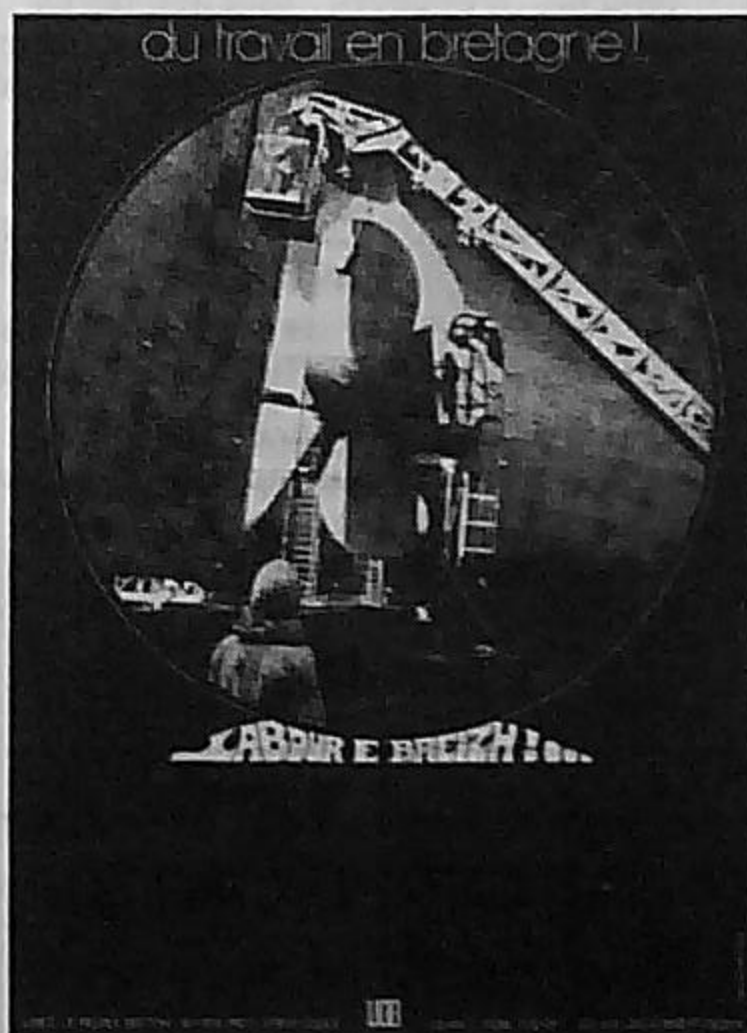
LABOUR E BREIZH! DU TRAVAIL EN BRETAGNE!

UN CALENDRIER BRETON SUR LE THÈME DU TRAVAIL

Il n'est pas courant que le Peuple Breton paraisse avec une couverture couleur — en quadrichromie, s'il vous plaît !

C'est un très gentil cadeau de notre imprimeur, Monsieur Quéménéur, du Relecq-Kerhuon, près de Brest.

C'est aussi la reproduction de l'une des photographies du calendrier des prénoms bretons qui est actuellement en vente auprès des militants de l'U.D.B.



Le calendrier des prénoms bretons est paru.
6 pages grand format (30 x 40)
avec photos-couleur.

— En vente 10F auprès des militants UDB

ou
au prix de 14F (10F + frais d'envoi) à

UDB - BP 304 - 29273
BREST-CEDEX

M. _____
adresse complète _____ désire recevoir _____ exemplaires du
calendrier des prénoms bretons, au prix de 10 F l'unité, + 4 F de frais d'envoi.
Ci-joint un chèque de _____ x 14 F = _____ F. U.D.B. BP 304 29273 BREST-CEDEX.

S' BRIEUC :

LA LONGUE GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE CHAFFOTEAU

La Société Chaffoteaux et Maury dont le siège est à Montrouge est la plus grande entreprise de la région briochine.

Il y a maintenant plus d'un mois, les travailleurs de l'entreprise se sont mis en grève et la musique bretonne a remplacé le chant morne des machines dans les ateliers.

Les raisons de ce conflit s'appuient sur un certain nombre de revendications ainsi présentées par un délégué syndical C.G.T. : « En 1974, en raison de la crise, les horaires sont tombés de 40 H à 28 H par semaine et les avantages acquis ont été supprimés. Maintenant l'usine tourne bien on vient d'embaucher 120 personnes mais la Direction profite de la situation actuelle pour bloquer les salaires qui sont les plus bas de la Métallurgie dans la région de Saint-Brieuc. Nous voulons un rattrapage des salaires, l'attribution du 13^e mois et la cinquième semaine de congés payés ».

Ce conflit se signale par une unité d'action des syndicats représentés, la CGT étant majoritaire devant la CFDT et FO; le mouvement est suivi à 80% chez les ouvriers mais moins chez les techniciens. Malgré les intimidations patronales, l'action ne montre aucun signe d'étouffement.

Avant le début du conflit la Direction ne voulait pas négocier, depuis elle propose 100 F. d'augmentation et un peu moins du 13^e mois mais à compter de l'année prochaine. Les grévistes réclament 350 F et l'intégralité du 13^e mois à la fin de cette année.

Lors de telles négociations, le fait que la Direction soit à Paris peut présenter un inconvénient majeur mais selon le délégué interrogé : « Que ce soit un patron français ou un patron breton, le problème est le même. Le tout est de savoir qui décide; si c'est nous les travailleurs, alors oui c'est important de décider au pays; sinon pour nous que le patron soit à Paris ou ici, c'est la même chose, il nous faut lutter ».

Chez Chaffoteaux et Maury le combat continue appuyé par une forte tradition de luttes et la détermination de vaincre.

EPITAPHES..

Il chantait. Il chantait en cette soirée de novembre dans l'asile de clochards où ils s'étaient réfugiés. Le gardien, un ancien d'Indochine qui n'aimait pas le bruit, s'est emporté puis a tiré.

Il s'appelait Christian Sicot, il chantait en breton. Il est mort sur le coup.

Il chantait. Il chantait son pays et son peuple depuis

vingt ans. En ce jour d'octobre, il invita à sa table le prince-président qui lui fit répondre qu'il chérissait tous ses sujets et n'était pas indifférent à une requête si révérencieuse.

Il s'appelait Glenmor. Il chantait en Breton.

La Bretagne est morte par deux fois en ces journées d'automne.

F. K.

DÉQUEULASSE !

Cette fois-ci il y avait un fond de vraisemblance, cela paraissait sérieux, on en parlait comme si c'était acquis : le breton serait enseigné en quatrième à la rentrée 1979, avec le statut de seconde langue vivante. Certes, en comparaison avec les autres états d'Europe, la France faisait toujours figure d'attardée de la pédagogie, mais enfin, il semblait qu'elle avait fait un progrès. On voyait poindre la fin des cours semi-clandestins, à des heures mal commodes, dans des conditions souvent plus aptes à détourner les enfants de la langue qu'à les y intéresser. Déjà, en cinquième, des élèves se préparaient à un enseignement sérieux en breton, en suivant des cours d'initiation et de sensibilisation à la matière bretonne. Des enseignants se formaient, eux aussi; on avait même mis sur pied, spécialement pour eux, un cours en accord avec le centre de télé-enseignement de... Vanves ! Il faut dire que dans certains cas, l'option de breton en quatrième prenait des allures de ras-de-marée, comme si les barrages centenaires cédaient enfin.

Eh bien non !

Le 23 novembre, on apprenait de manière bien discrète, par la bouche d'obscurs fonctionnaires parisiens du ministère Beullac que rien ne se ferait, que tout resterait en l'état, en dépit des promesses solennelles de René Haby, en dépit des affirmations grandiloquentes de la charte culturelle de Giscard !

Déqueulasse; ces types sont des déqueulasses ! Comment peut-on discuter avec eux ? Comment peut-on les inviter à sa table ? Ils ne comprennent qu'un langage : celui de rapport de force.

Ils ne céderont qu'à une condition : qu'un mouvement populaire important leur crie la soif de dignité d'un peuple.

C'est le moment où jamais pour le Front Culturel Progressiste (entre autres...) de montrer qu'il existe.

Jean Guéguénat.

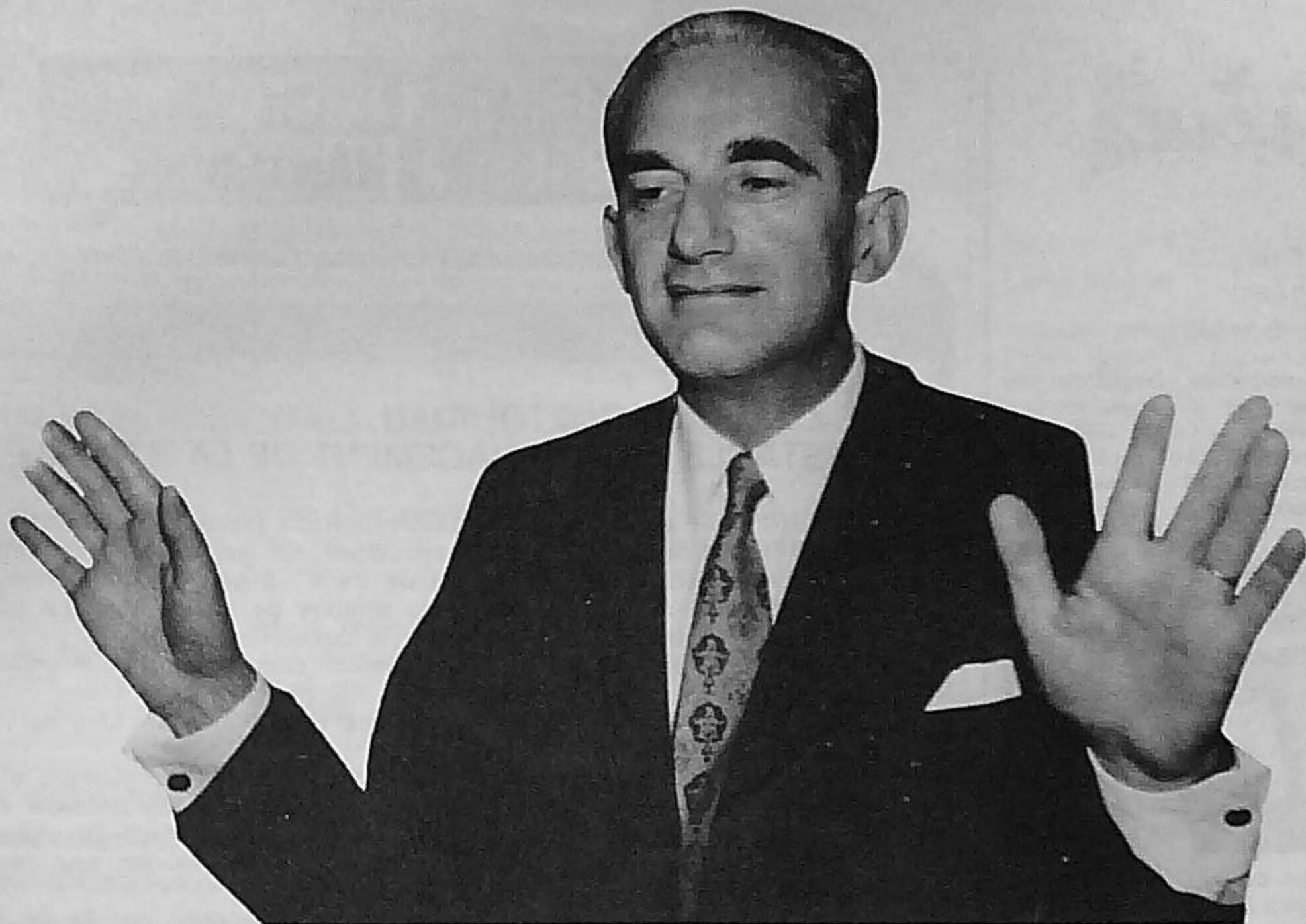
(1) Depuis que cet article a été écrit, il y a eu plusieurs « mises au point » officielles, mais bien peu convaincantes. Alors je ne retire rien : j'ai dit « déqueulasse » !

ENCORE UN DANGEREUX AUTONOMISTE !

ou « d'autres le disent qui n'ont pas l'habitude de le dire »

De Pierre Lelong, ancien député de Morlaix, ancien ministre des PTT, dans un article du Monde des 29 et 30 octobre 1978.

Il en résulte cette effrayante « noria » qui conduit inévitablement des jeunes gens et jeunes filles recrutés en Bretagne ou dans le Sud-Ouest (sans parler des DOM) à venir effectuer de force des années de service à Paris, dans des conditions matérielles et morales plus que difficiles, avant de revenir, leur jeunesse écoulée, terminer leur carrière dans leur pays d'origine. Il en résulte enfin une quasi-impossibilité d'assurer, avec souplesse, les promotions qui seraient nécessaires pour répondre, d'une façon autre que théorique, aux besoins de l'encadrement.



D.R.

Légitime défense

par F. KERFRAVAL

Je ne savais pas la Brière si belle. Je ne savais pas les nantis si puants. « Maison piégée », l'écriteau s'affichait au-dessus du portail. Froid. Administratif. Menaçant. Petit carré de bois peint, il insultait le paysage alentour : les marais étouffant chaque bruit au creux des joncs et des œillets, le village tassé buvant le soleil de toutes les pores de ses pierres ocres.

« Entrée interdite », « Propriété privée », « Chemin défendu » : ces mots sentaient déjà l'argent frais et la respectabilité. Mais voici qu'un nouveau cran est serré. De l'interdiction, on passe à la provocation. De la protection de soi à l'agression d'autrui.

Et ils appellent cela auto-défense, et même légitime défense. La France de la trouille et des mains pleines approuve, encourage.

En légitime défense, ce commerçant qui tue un voleur de pâtisserie de 13 ans. En légitime défense, ce retraité qui tue à coups de barre de fer un inconnu qui rodait près de chez lui. En légitime défense, cet homme qui avait piégé sa cave pour protéger son vin. En légitime défense cet artisan qui tue son fils descendu pendant la nuit boire un verre d'eau...

Les ministres réprochent, mais ne découragent pas. Attention, la sécurité des Français, c'est l'affaire de l'Etat. Il l'assumera sans

faillir. Mais à quel prix !

Et avec quelles méthodes ! C'est Poniatowski, confident de Giscard, qui classe ainsi les responsables des bavures de l'auto-défense : premièrement, les magistrats trop cléments ; deuxièmement, les cambrieurs trop hardis ; troisièmement (quand même...) les tireurs justiciers ou les piègeurs préventifs.

Et avec qui ! Le Garde des Sceaux, le garant de la loi, n'est-ce pas cet humaniste béat qui considère (en janvier dernier) la délation comme un devoir de citoyen ? N'est-ce pas ce même ministre de la Justice qui abuse cyniquement des irrégularités de procédure de ses propres magistrats pour protéger la police et faire absoudre à jamais les « plombiers » du « Canard enchaîné » ?

On ne pouvait rien attendre de mieux de la part de serviteurs d'un Etat qui a fait de l'auto-défense le fondement juridique d'une cour de justice : je veux parler de la Cour de Sureté de l'Etat.

Les deux principes qui régissent cette enceinte sont en effet les mêmes que ceux qui font appuyer sur des gâchettes et piéger les maisons :

1. - l'intention, même supposée, équivaut au délit ;
2. - la présumée victime peut elle-même s'ériger en juge.

Qui peut trouver équitable, sans hypocrisie, que les crimes et délits (supposés) contre la sureté de l'Etat soient jugés par un tribunal nommé par les plus hautes autorités de ce même Etat !

Qui peut croire, sans mauvaise foi, que deux clandestins à la mode de Bretagne venus en 2 CV faire sauter un morceau du Château de Versailles avaient l'intention de « substituer une autorité illégale à celle de l'Etat » !

En vérité, c'est la France toute entière qui est piégée. Un geste suspect, on vous coffre. Une parole suspecte, on vous fiche. Une pensée suspecte, on vous marginalise. Et ce n'est certainement pas par hasard si le proconsul de la justice privée et expéditive, le président de l'association « Légitime défense » (12 800 membres, 95 sections) n'est autre que M. François Romero, conseiller puis premier président (de 1965 à 1975) de la Cour de Sureté de l'Etat...

La voilà la France des propriétaires, dont rêve Giscard. Une confrérie de la Méfiance. Une Sainte-Alliance des conservateurs. Une Nouvelle Société de citoyens, qui tels l'Avare de Molière, baveront des profits et bêleront de peur : ma cassette ! mon argent !

MA femme ! MA maison ! MA voiture ! MA France !
Mon cul !

Brèves

Les salaires en Bretagne : un retard persistant

Une des dernières enquêtes de l'INSEE révèle que la moyenne des salaires en Bretagne reste inférieure à la moyenne française de 12,6 %.

En Bretagne, le Mor-bihan arrive en dernière position.



Une situation que l'UDB a souvent dénoncée : ici à Concarneau.

PB

Quimper : Marc Bécam licencie

55 personnes embauchées à la municipalité avant les dernières élections dans le cadre du pacte national pour l'emploi viennent d'être licenciées, aucun stagiaire n'ayant eu son contrat reconduit. Pour ces jeunes, quel avenir ? La plupart d'entre eux rejoindront les 2 000 demandeurs d'emploi de la région quimpéroise...

PB

Saint-Nazaire : capitale du chômage

Dans la circonscription de St-Nazaire, 8 200 personnes sont à la recherche d'un emploi. Pour une offre d'emploi, 83 demandeurs et sur 65 salariés on compte 10 chômeurs... et ces chiffres ne comptent pas les 1 200 jeunes inscrits début septembre à l'ANPE !

PB

Les Pères Noël verts : 7 000 Noël dans le Finistère

Le Secours Populaire organise cette année encore une campagne de solidarité en faveur des défavorisés pour leur offrir un Noël. Les appels lancés à la population dans les rues, les entreprises, et certains grands magasins permettront d'offrir cette année 7 000 Noël dans le Finistère.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



MOR-BIHAN

LE CAMP DE COETQUIDAN, OBSTACLE A L'AMENAGEMENT DE LA R.N. 24

La R.N. 24 entre Rennes et Lorient est un axe routier essentiel pour le sud de la Bretagne. Son infrastructure est aujourd'hui bien insuffisante en regard de l'augmentation du trafic, à cela s'ajoute entre Plé-lau et Ploërmel la traversée du camp militaire de Coëtquidan qui en raison de tirs ferme occasionnellement la circulation.

En 1971, des études de l'Equipement commencent pour améliorer cet axe. 3 projets sont envisageables : 2 déviations du camp militaire l'une au nord, l'autre au sud et un tracé central utilisant une partie de la route actuelle.

Pour que soient pris en compte les intérêts des agriculteurs et des riverains concernés par ces projets, une association de défense a été créée en 1976. Cependant le 12 septembre dernier, Yvon Bourges, ministre de la défense préside à la Préfecture de Vannes une réunion qui décide de dévier la R.N. 24 par le sud.

L'association de défense refuse de se soumettre car la déviation par le sud nécessite la privation d'environ 150 hectares de terrains agricoles. Mais jusqu'à présent l'Equipement se soumet aux volontés de l'armée, la population est ignorée et les élus placés devant le fait accompli. Yvon Bourges quant à lui illustre une nouvelle fois la toute puissance de l'armée en Bretagne en dépassant les limites de sa compétence pour imposer ses vues.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES : TOUJOURS LA NAVALE

La situation est bien loin de s'améliorer dans la Navale. Chez Dubigeou-Normandie on redoute une fusion avec Alsthom-Atlantique qui risque de se faire au détriment de Nantes le plus petit des chantiers de ce groupe financier.

Chez Brissonneau et Lotz, après des licenciements à 56 ans et 8 mois, des réductions d'horaires à 32 heures, la direction vient d'annoncer 282 nouveaux licenciements pour mars 1979. L'usine appartient au groupe Jeumont Schneider qui préfère investir dans des secteurs comme le nucléaire, encouragé dans cette voie par les pouvoirs publics au mépris des intérêts des travailleurs.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES : GREVE A LA CAISSE D'EPARGNE

La majorité des 98 salariés de la Caisse d'Epargne de Rennes est en grève depuis le 17 octobre dernier. Ce conflit est l'aboutissement de plusieurs années de revendications non satisfaites et surtout de la remise en cause par la direction d'avantages acquis, tel que l'attribution d'un échelon d'ancienneté supplémentaire pour chaque promotion de la Caisse d'Epargne de Rennes. En janvier dernier, seuls les cadres avaient bénéficié de cette attribution.

Déjà il y a peu de temps, les salariés de la Caisse de Rennes avaient dû mener une action pour obtenir la suppression d'une installation permettant l'écoute des conversations téléphoniques du personnel.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



CÔTES-DU-NORD

PLOUFRAGAN :

LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE OCCUPEE

Le 15 novembre dernier, une centaine de paysans-travailleurs ont envahi la Caisse Régionale de Crédit Agricole pour obtenir une entrevue avec le directeur afin de discuter du cas de 5 éleveurs en difficultés.

Ces cinq éleveurs de la région réclament un accord de financement de la caisse pour poursuivre leurs activités. L'un d'entre eux en particulier doit faire l'objet d'une vente-saisie le 18 décembre prochain.

Les manifestants entendent obtenir l'arrêt des poursuites et l'étude d'un plan de financement permettant la transformation des dettes des éleveurs en prêts à long terme car il existe de plus en plus une discrimination entre gros et petits éleveurs pour l'attribution des prêts.

FINISTÈRE

BREST :

LE CHANTIER DE LA FORME DE RADOUB BLOQUE PAR LA GREVE

Commencé il y a plus d'un an, la construction de la grande forme de radoub de Brest a été arrêtée par la grève des 350 ouvriers de la Société Fougerolle.

Ces travailleurs, essentiellement arabes et turcs étaient jusqu'alors inorganisés. La création d'une section syndicale C.G.T. a permis de canaliser l'ensemble des revendications posées depuis plusieurs mois et d'entamer une grève décisive.

Les grévistes ont finalement obtenu après dix jours de grève une augmentation variant de 350 à 550 F nets par mois. Ils touchaient auparavant un salaire d'environ 25 % inférieur à celui pratiqué dans la région brestoise à qualification égale...



Le Peuple Breton/J. Pellen

Quand des ouvriers immigrés ne se laissent pas faire. Ici les travailleurs turcs de la grande forme de radoub.

Brèves

Radio-Télé Brezhoneg : Gweltaz ar Fur poursuivi

Après les procès engagés contre Youen Gwernig, président de l'association, l'administration poursuit pour les mêmes raisons le chanteur Gweltaz ar Fur. Alors que la charte culturelle devrait être en application à FR3 Bretagne, l'on sait que les émissions sont réalisées dans des conditions déplorables faute de crédits nécessaires.



Douarnenez : le lycée en grève

Pour protester contre des conditions de travail insuffisantes et des postes vacants dans différentes disciplines, 85 % des enseignants du Lycée de Douarnenez ont participé à deux journées de grève les 13 et 14 novembre dernier.

Certains locaux sont dans un état tel qu'à l'internat par exemple des floccages d'amiante de plafonds tombent en poussière au mépris des normes de sécurité.



Lannion : L.T.T.

La direction des L.T.T. a annoncé mi-novembre la mise au chômage partiel de 95 % des ouvriers et employés de l'entreprise et l'application de la pré-retraite à 58 ans. La baisse des commandes P.T.T. impose, selon la direction une réduction globale future de 1 000 emplois. Mais pour l'instant déjà les réductions d'horaires correspondent à une perte mensuelle de 250 F pour un OS3.



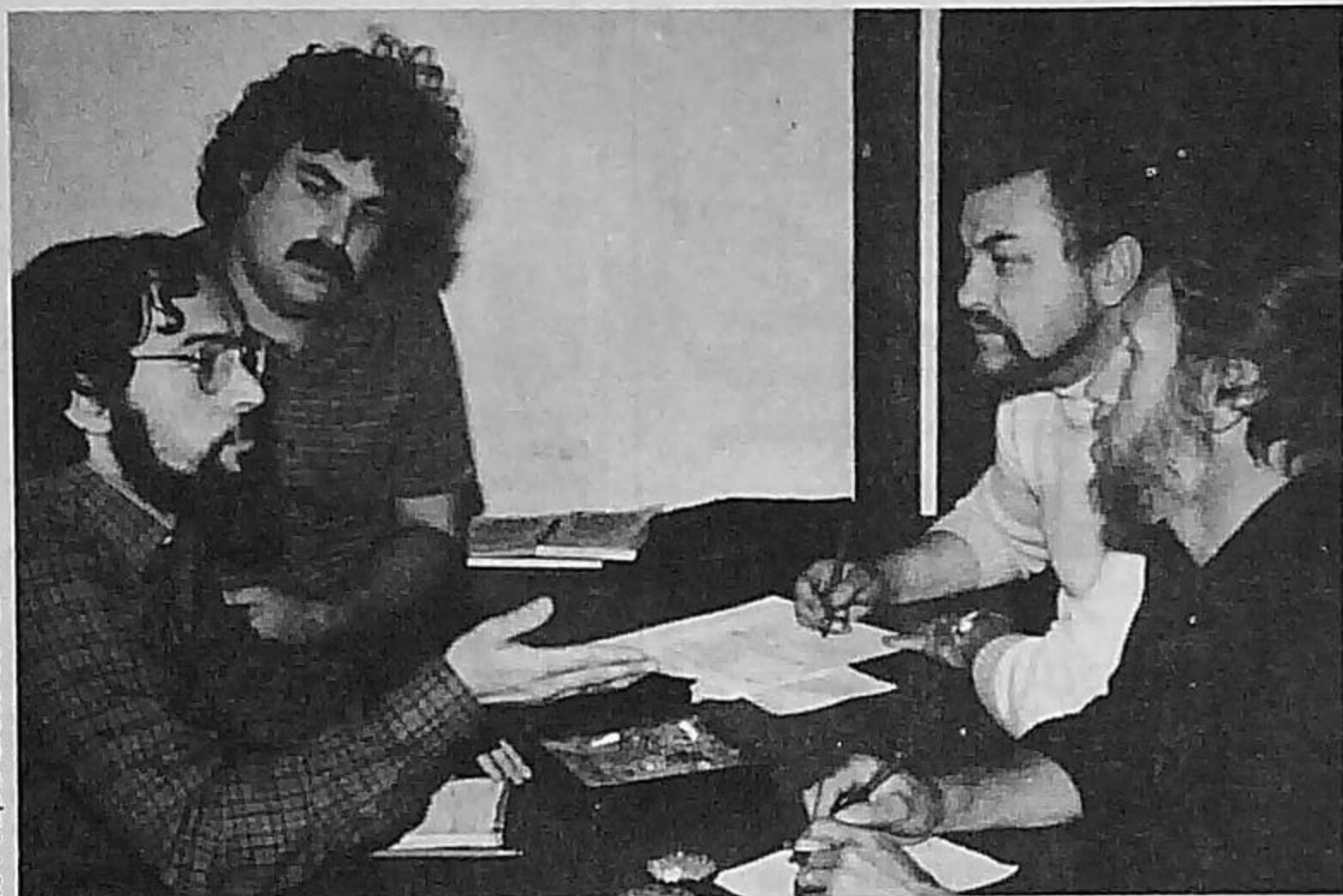
Le Guilvinec : l'omniprésence du fisc

La Caisse d'Entraide aux familles de marins-pêcheurs périclète en mer du quartier maritime du Guilvinec versait depuis plusieurs années des prestations aux familles concernées grâce à un prélèvement sur les ventes sous et hors criée. Or la direction des impôts a décidé de prélever une taxe de 24 % sur les réserves de cette caisse.

400 familles recevaient jusqu'alors des prestations deux fois par an. Qu'en sera-t-il demain ?

La vie de l'U.D.B.

UNE MISSION DE L'U.D.B. EN PÉNINSULE IBÉRIQUE



A Barcelone avec le P.S.A.N. (o) (en haut), à Bilbao avec les responsables du P.N.V., parti nationaliste basque (en bas) : des contacts approfondis.



Du 16 au 22 octobre dernier une mission de l'Union démocratique bretonne, conduite par notre Responsable des Affaires extérieures, Ronan Leprohon, s'est rendue en voyage d'information dans la péninsule ibérique. Outre Ronan Leprohon, la mission était composée de J. Lefèvre, responsable-adjoint du Peuple Breton et de B. Le Gonidec, de la fédération de Rennes.

Arrivés le 16 octobre à Bilbao (Euzkadi), nos camarades ont été reçus le mardi 17 au siège du parti H.A.S.I., signataire de la Charte de Brest. Le même jour à San Sebastian, notre délégation rencontrait des dirigeants de Euskal Iraultzarako Alderdia (E.I.A.), parti nationaliste basque d'extrême-gauche, qui exprime l'opinion de l'ancienne branche « politico-militaire » de l'E.T.A. La rencontre

fut extrêmement riche d'enseignements, la pratique de l'E.I.A. étant fort proche de celle de l'U.D.B. et une nette convergence d'analyses apparut entre nos deux formations sur la situation coloniale en Europe occidentale. Le principe du maintien des contacts entre l'U.D.B. et l'E.I.A. fut aussi décidé.

La journée se termina à Bilbao où la délégation U.D.B. devait être reçue au siège du Parti Nationaliste Basque (P.N.V.), par Iñaki Anasagasti, responsable des Relations extérieures et ses collaborateurs. Nos camarades ont pu, à cette occasion, mesurer la puissance du Parti nationaliste qui est la première force politique du Pays Basque. Les échanges furent très francs et les Basques ont répondu à toutes les demandes de notre délégation, expliquant notamment le refus absolu de l'action terroriste, refus qui oppose actuellement le P.N.V. — et la plupart des partis politiques ibériques — et l'E.T.A. « militaire » qui poursuit sa campagne d'attentats contre l'armée et la police espagnoles.

Après le Pays Basque, la mission U.D.B. se rendit en Galice où elle devait rencontrer les camarades de l'Union du Peuple Galicien (U.P.G.), signataires aussi de la Charte de Brest. C'est à Santiago-de-Compostelle que les Bretons furent reçus par Bantista Alvarez, président de l'U.P.G., et par des membres du Comité central du Parti. L'accueil de nos amis galiciens fut d'une grande fraternité et la délégation U.D.B. put apprécier le rôle irremplaçable tenu par les camarades de l'U.P.G. à la tête du combat pour une Galice libre et socialiste. Dans ce magnifique pays où 90% de la population parle galicien, la délégation de notre Parti avait de plus la chance de posséder en Bernard Le Gonidec un interprète de talent et un connaisseur des réalités ibériques.

Cet atout fut aussi bien utile le vendredi 20 lors de la rencontre entre la mission U.D.B. et le Parti communiste espagnol à Madrid. Nos camarades furent reçus au siège du P.C.E. par Leonor Bornaio, membre du Comité central, responsable du département international.

Après avoir rappelé la politique suivie par l'U.D.B., notre mission put recevoir de larges explications sur les positions du P.C.E. vis-à-vis des combats nationalistes en péninsule ibérique. Il est évident que le parti de Santiago Carillo a, dans ce domaine, une très grande avance idéologique et pratique par rapport au Parti communiste français, par exemple. Nos camarades se firent aussi préciser les positions du P.C.E. en faveur de la prochaine constitution espagnole (plus libérale que celle de Giscard d'Estaing !) et en faveur de l'entrée de l'Etat espagnol dans le Marché commun élargi.

Barcelone, dernière étape du voyage de notre mission, fut l'occasion d'une prise de contact avec un responsable du « Conseil nationaliste asturien », — nouveau mouvement politique autonomiste des Asturies — de passage dans la capitale catalane. Mais

Barcelone était surtout le lieu prévu de 3 contacts. La délégation U.D.B. rencontra ainsi Carlos Cartellano, membre du Conseil exécutif du P.S.A.N. (provisoire) — Parti socialiste de libération nationale de Catalogne — au siège du Parti. Ce parti étant signataire de la Charte de Brest, les échanges furent très amicaux et fructueux, les camarades catalans essayant, en particulier, de nous exposer clairement la situation complexe d'un mouvement catalan assez profondément divisé. Le même jour, J. Huguet, responsable des Affaires internationales du P.S.A.N. (officiel), devait recevoir les envoyés de l'U.D.B. au siège de ce second parti catalan. J. Huguet, assisté de Vincente Bon, membre du Comité central, devait brosser pour nos camarades un tableau très complet de la situation en Catalogne et brillamment défendre les thèses de son Parti. Là aussi de nettes convergences avec les idées et la pratique de notre Parti furent remarquées.

Nos camarades s'intéressèrent beaucoup à la situation (majoritaire) de la gauche catalane et à la pratique communiste à l'égard de la question nationale. Ils furent d'ailleurs reçus le samedi 21 octobre au siège du Partit Socialista Unificat de Catalunya (P.S.U.C.), le P.C. catalan. Les envoyés de l'U.D.B. y rencontrèrent Joan Busquets, membre du Comité exécutif et directeur de « Treball » (L'Humanité catalane), et Vincenç Ligüerre, responsable de la Commission des affaires internationales. Les échanges d'information portèrent surtout sur les liens qui unissent les partis communistes d'Espagne et de Catalogne.

Cette rencontre ne devait pas être la dernière puisqu'avant de rentrer en Bretagne, nos camarades purent encore être reçus par le député Jordi Pujol, dirigeant des C.D.C. (démocrates chrétiens catalans), parti assez proche des nationalistes gallois et basques.

Au total cette première grande mission internationale aura permis à notre Parti d'améliorer considérablement son analyse des problèmes ibériques, de faire progresser aussi la connaissance du problème breton chez les « nationalistes » de l'Etat espagnol et de mieux assurer nos alliances et notre pratique politique internationaliste. L'U.D.B., parti majeur et seul parti breton, a tout intérêt à multiplier ses contacts internationaux et à ne pas laisser à quelques « personnalités » de l'ancien mouvement breton ou aux représentants de l'Etat et des partis français le monopole de l'information dans ce domaine.

A NOS LECTEURS DU NORD-PICARDIE

« En vue de la création d'une ou plusieurs sections dans la région Nord-Picardie (départements 62 - 59 - 80 - 02 - 60), les sympathisants et militants de l'U.D.B. peuvent prendre contact avec :

Y. Kristoc'h Pannetier
20, place de l'Hôtel de Ville
80000 AMIENS »

A NOS LECTEURS DE NANTES-EST

Les sympathisants de l'U.D.B. et les abonnés au Peuple Breton habitant le secteur Est de Nantes (délimité par l'Erdre et la Loire), désireux de prendre contact avec l'U.D.B. peuvent s'adresser à :

Maripol GOURET
9, rue Jean-François Champollion
44300 NANTES

AU MOINS 36 CANDIDATS U.D.B. AUX CANTONALES

Réuni à Saint-Brieuc le 19 novembre 1978, le Bureau politique de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) a arrêté une liste de 36 cantons où le Parti présentera des candidats aux prochaines élections cantonales 1979.

Ces cantons sont les suivants : Crozon, Concarneau, Rosporden, Pont-Croix, Quiberon, Sarzeau, Ploermel, Vannes-Ouest, Guémené, Larmor-Plœmeur, Lanester, Lorient 1, Lorient 2, Gourin, Carhaix, Pleyben, Rennes 7, Rennes 8, Etables, Saint-Brieuc Nord, Dinan Ouest, Saint-Malo Sud, Plouha, Perros-Guirec, Plestin, Nantes 5, Saint-Nazaire Ouest, Nantes Est, Carquefou, Herbignac, Brest 4, Brest 1, Brest 6, Saint-Pol-de-Léon, Plabennec et Ploudalmézeau.

Quelques circonscriptions (moins d'une dizaine) pourront encore être retenues par l'U.D.B. qui s'apprête donc à présenter deux fois plus de candidats qu'aux précédentes législatives et quatre fois plus qu'aux dernières cantonales. Le parti a décidé le principe d'une souscription publique pour aider au financement de cet effort électoral.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

● J.h., 23 ans, formation B.T.S., cherche emploi d'animation en Bretagne, sans obligation de diplôme dans cette zone d'activité. Pour contact écrire à : M. Michel Biger, Kerhervant, 29125 Locudy.

● J. homme, 25, dégagé O.M., bac, études supérieures, cherche emploi en Bretagne Ouest, secteur canin, ou travail du bois. Ecrire à D. Fresneau, 46, rue Paul Bellamy 44000 Nantes.

● Je quitte la région parisienne et mon emploi de fonctionnaire pour revenir en Bretagne chercher du travail. Je suis prêt à envisager les différentes offres : 26 ans, formation littéraire (Bac A - 2 ans de droit). Région Combourg et Nord de Rennes.

Ecrire à : F. Ségalen - Coat-ar-Breignou
Bourg-Blanc - 29212 PLABENNEC

OFFRES D'EMPLOI

● Recherche pour dactylographie d'un manuscrit de 300 à 330 pages libre-penseur breton. Ecrire au Peuple Breton N° 11-78.

● Cherche jeune femme ou dame pour garder trois enfants à domicile. Langue bretonne parlée, nourrie, logée, salaire mensuel. S'adresser à R. L'Hostis, Keravel, 29262 LAMPAUL-POUDALMEZEAU.
Tél. 16 (98) 89.18.68.



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- **Le 9 décembre**
à Plouvienn (29)
Salle Feunteun, fest-nos avec sonneurs et chanteurs de la région, organisé par la section U.D.B. de Plabennec.
- **le 9 décembre**
à Nantes
à l'école de Longchamp, fest-nos avec le groupe An Ankou, les chantous de Missillac, le Père Jean, les sonneurs Jean-Michel et François.
à Pluvigner (56)
fest-nos au profit de Diwan avec Kevrenn Alre, Trouzerien Mod Koh, les chanteurs de Sérent, Palamour et Le Hénaff, Bothua et Le Berre, Cadudal et Quillay, Epinette et Malrieux, les sonneurs de Carnac, Hubert et Le Bras. Organisé par Diwan Auray.
à Malestroit (56)
Fest-nos organisé par le groupe Gallo-Breton.
- **Le 15 décembre**
à Paris
Fest-nos à Ti ar Yaouankiz, 49, rue Vergniaud (métro Glacière) avec les chanteurs et sonneurs de la région parisienne.
- **Le 16 décembre**
à Ancenis (44)
spectacle avec Tri Yann, puis fest-nos avec le groupe Askolenn C'hlas, à la salle des Halles, organisé par la Cercle celtique de Pannecé-St Mars la Jaille.
à St-Jean de Boisseau (44)
Fest-nos organisé par la Kevrenn de Nantes à Palaiseau (région parisienne)
Fest-nos, à la salle des fêtes, avec les Sonerien du, Eric Marchand et Kerjean et quelques autres. Organisé par Dihunerien, entrée 10 F
- **le 17 décembre**
à Saint-Vincent sur Oust (56)
à Ti-Kendalc'h, bal breton organisé par Kendalc'h.
- **le 31 décembre**
à Basse-Indre (44)
Fest-nos du réveillon avec les Sonerien Du, organisé par les Amis de la Culture Bretonne.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47



Explorer/Desjardins

Montréal

« Nous autres, les Québécois »...

« Nous autres, les Québécois, en Amérique du Nord, des gens en transition ». Cette phrase du romancier Guy Caron (1), résume l'impression que l'on peut retirer d'un voyage au Québec.

Nous autres les Québécois... C'est l'affirmation d'une conscience collective manifestée par deux siècles de résistance passive, par le maintien de la langue et de certaines traditions et, depuis la victoire du Parti Québécois aux élections de novembre 1976, par l'importance donnée à la question nationale.

Mais le caractère « Amérique du Nord » est là, omniprésent, dans la démesure des paysages naturels, dans les buildings du centre de Montréal, dans les structures politiques et syndicales, dans l'ampleur de la vie associative, dans la réalité économique et même d'une certaine façon, dans la manière de vivre.

La transition c'est peut-être l'accélération de l'histoire pour ce peuple qui a fait sa « révolution tranquille » dans les années 60, qui s'est libéré de l'emprise cléricale, et qui a porté au pouvoir provincial un parti qui affirme le droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance.

Presque 6,5 millions de Québécois qui affirment leur spécificité dans le continent Nord Américain... Mais comment la vivent-ils ?

Il n'est pas facile de comprendre la réalité et le fonctionnement politiques du

Québec lorsqu'on arrive avec, en tête, l'opposition droite-gauche.

Le Parti Québécois au pouvoir, tout le monde en parle. Est-il de gauche ? La question ne se pose pas en ces termes au Québec ou du moins si on la pose ainsi on n'obtient guère de réponse de la plupart des gens. L'essentiel pour le Parti Québécois est la question nationale. L'argumentation s'appuie sur des rappels de l'histoire événementielle, militaire et politique du Québec (plutôt que sur l'histoire du peuple québécois), sur l'affirmation du droit à l'autodétermination et à l'indépendance. On nous a rarement fait grâce de la référence au Général de Gaulle : « Vive le Québec libre ».

Mais le Québec libre pour qui ? La réponse est nette : pour les Québécois. Les « Péquistes » que nous avons rencontrés n'ont guère été bavards en ce qui concerne l'analyse de la société québécoise. Leurs réponses allaient dans le sens d'une négation de la société de classes : « Bien sûr, il existe au Québec une petite bourgeoisie francophone, mais le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie canadienne anglophone. C'est elle qui opprime les Québécois ». Le Québec aux Québécois donc... et le pouvoir au Parti Québécois : « Exercer le pouvoir nous apparaît comme une juste revanche, si longtemps attendue » nous a dit un ex-responsable et toujours adhérent du Parti Québécois.

Le Québec libre comment ? Le référendum prévu en 1979 occupe une grande place dans la presse et dans les conversations. Le projet du Parti Québécois s'est précisé. Nous étions à l'Assemblée Nationale à Québec le jour où le premier ministre René Lévesque a présenté les choix du gouvernement : « La souveraineté - association » qui signifie, d'une part le rapatriement au Québec du pouvoir exclusif de faire les lois et de lever les impôts et, d'autre part, la mise en commun avec le Canada de divers éléments à portée économique par une union monétaire et une union douanière.

Une question importante est de savoir quels sont les projets du Parti Québécois en matière économique et les moyens que le Québec compte se donner pour maîtriser quelque peu son économie très liée à celles du Canada et des U.S.A. Il nous a semblé que le choix du Parti Québécois s'orientait vers une sorte d'économie mixte dans laquelle l'Etat jouerait un rôle accru en contrôlant les monopoles étrangers notamment dans le domaine de la production d'énergie, de l'exploitation des richesses naturelles. Et en incitant à la transformation sur place des matières premières. Programme « mesuré » s'il en est.

La gauche telle nous la concevons est pratiquement inexistante sur l'échiquier politique et a très peu d'impact sur l'opinion publique.

A Montréal, nous avons cherché et

(1) « L'emmitoufflé ». Roman. (1978). Guy Caron.

trouvé le siège du Parti des Travailleurs du Québec. Le P.T.Q. fête ce jour-là la réapparition dans les kiosques de son journal «Le journal choc». Le mot d'ordre ici est différent, c'est «le Québec aux travailleurs». Le Parti a été fondé en février 1975 sous le thème «L'indépendance socialiste pour vivre autrement». Indépendantiste et socialiste (définissant le socialisme comme «le passage de la dictature économique bourgeoise sur les travailleurs et le peuple au pouvoir populaire») le P.T.Q. s'oppose au P.Q. (il a présenté 12 candidats aux élections de novembre 76) qu'il accuse de réformisme et d'incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux des travailleurs. Les militants du P.T.Q. que nous avons vus sont présents dans les syndicats, dans l'action de quartier. Mais le Parti reste extrêmement minoritaire. Ses positions socialistes, son vocabulaire marxiste, son programme de nationalisations trouvent peu d'échos auprès d'une population peu politisée et vite effrayée par ce genre de débats.

Un peu partout, dans les comités de quartier, dans les coopératives d'habitations, à diverses réunions (notamment à celle organisée par des «chefs de bandes amérindiens» sur la question de la Baie James), il nous a semblé que le terrain, à l'Extrême-Gauche, était occupé par le groupe Marxiste-Léniniste Canadien qui diffuse par vente militante son journal bilingue «En lutte». Les groupes M.L. se caractérisent également par une position particulière sur la question qui agite les Québécois : le référendum. Ils sont contre l'indépendance au nom de l'unité des travailleurs du Canada, estimant que la bourgeoisie «utilise le terrain de la question nationale pour tenter de diviser le prolétariat des deux nations».

L'atonie générale de la vie politique nous a un peu étonné. Quelques rencontres, ici ou là, nous ont confirmé la difficulté qu'il y a au Québec à se rencontrer pour agir «à gauche». C'est l'exemple du journal «Zone Libre» qui vient de sortir son 7^e numéro qui pourrait bien être le dernier pour raisons financières. «Zone libre» a été lancé par un groupe de journalistes de l'ex-quotidien «Le Jour», déçus par le Parti Québécois. C'est l'exemple de la «Librairie Socialiste» de Rimouski (le seul endroit de la ville où l'on puisse se procurer des ouvrages sur le socialisme!), ouverte par un groupe de jeunes, enseignants pour la plupart, venus de différents horizons de gauche, qui cherchent, sans y parvenir, une expression ou un relais politique satisfaisant et efficace.

LA PRATIQUE SYNDICALE...

Ce que nous avons vu de la pratique syndicale au Québec suscite également de nombreuses questions.

En septembre commençait la grève des facteurs, relayée par des grèves tournantes de postiers. Il s'agissait de revendications salariales, le gouvernement voulant maintenir l'augmentation des salaires à un taux (6 %) inférieur à celui du coût de la vie. C'était aussi le coup d'envoi de l'année 1978-1979, année importante pour les travailleurs du secteur public, de par l'ouverture des négociations pour le renouvellement des conventions collectives. Le Parti Québécois veut négocier avec le secteur public selon «le principe de la comparabi-

lité» avec le secteur privé, secteur dont les salaires sont gelés depuis trois ans. Avant les négociations du Front Commun (syndical) qui débiteront en janvier, se situe une période de «maraudage». Durant cette période, qui a commencé début octobre pour le secteur public, chaque centrale syndicale cherche à obtenir des syndicats locaux leur désaffiliation d'un syndicat pour un autre. C'est au plus offrant... Ce patriotisme de centrales rend l'unité d'action difficile, à la base comme au sommet. Les trois principales centrales sont la CSN, la CEQ, (Centrale de l'Enseignement du Québec), et la FTQ (Fédération des Travailleurs du Québec). Les travailleurs dépendent obligatoirement de la centrale à laquelle est affilié le syndicat de leur établissement. Si le maraudage entraîne un changement à ce niveau tout le monde passe à une autre centrale syndicale...

Au début des années 60 le mouvement syndical du Québec soutenait l'idéologie du «pacte entre les deux nations fondatrices» et la politique du bilinguisme. En matière de combat syndical il était très respectueux du Code du Travail et cherchait souvent à confiner les luttes en prêchant des grèves isolées et partielles.

A partir des années 70, la récession entraîne une certaine radicalisation du discours des centrales. «Ne comptons que sur nos propres moyens» dit un manifeste, avançant d'autre part que la libération économique du Québec est impossible dans le cadre de la société capitaliste.

Le mouvement syndical actuel est ambigu. La pratique syndicale reste influencée par le «syndicalisme de boutique» et de collaboration de classe d'origine américaine. (La F.T.Q. a d'ailleurs un statut de succursale d'Union américaine). Graduellement cependant le mouvement syndical commence la critique du système capitaliste, mais il continue à suggérer des moyens de lutte se situant à l'intérieur du réformisme. Par ailleurs, il faut tenir compte du paramètre P.Q. Le P.Q. appelle à la modération des revendications : «Nous devons vivre selon nos moyens et être raisonnables» (René Lévesque), «Certains employés devront connaître une période de rattrapage négatif». (Le ministre de Bellevue).

En réalité, le Parti Québécois, bien qu'ayant déçu certains par la timidité de ses mesures économiques et sociales et par certaines restrictions au droit de grève (dans le secteur de la santé), garde un préjugé favorable chez beaucoup de dirigeants syndicaux qui sont des sympathisants ou d'anciens organisateurs péquistes. La crainte de nuire au gouvernement à l'approche des élections va sûrement jouer un rôle au moment des négociations du Front Commun.

DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS...

A l'absence de vie politique, au réformisme et aux hésitations des centrales syndicales, correspond le développement de la vie associative sous toutes ses formes.

C'est dans le cadre des comités de citoyens ou de quartier, bien plus que dans celui des partis, que s'exprime le désir d'exercer un pouvoir ou du moins celui de transformer la vie quotidienne. Au niveau du vocabulaire également c'est là que se réfugie le radicalisme : on y parle de luttes, de combats, de

pouvoir, d'exigences, de masses populaires et de capitalisme.

Dans le foisonnement de cette vie associative on est cependant frappé par le nombre important de «comités de citoyens» s'occupant de la restauration des vieux logements.

A l'origine de cela se trouve la crise du logement des dernières années, liée au développement rapide des villes, crise qui a fait monter le prix des loyers. Actuellement on trouve des logements neufs vacants mais à prix trop élevés. On trouve assez peu de logements à des prix abordables pour des familles, ou si on en trouve, ils sont souvent très défectueux. Les promoteurs bien sûr sont aux aguets. Ils achètent les logements vétustes, font démolir, et selon l'état du marché et la réglementation des loyers, construisent du neuf (cher) ou laissent le terrain en l'état de «friches sociales». Montréal, par exemple, est truffé d'espaces «libérés» ainsi et occupés par des parkings payants (qui rapportent beaucoup d'argent!).

Régulièrement, à Montréal toujours, des maisons ou même des groupes de maisons sont victimes du feu. La localisation dans la ville de ces «accidents» permettent à certains de considérer ces incendies comme volontaires : il est évident que les habitants, chassés de leur quartier, n'exercent plus la même pression sur le devenir de celui-ci.

Dans la mesure où le logement devient de plus en plus un facteur d'endettement, l'ACEF (association coopérative d'économie familiale) s'en préoccupe aussi. Mais l'originalité de l'ACEF (fondée en 1970) est la lutte contre l'endettement, fléau probablement plus présent encore en Amérique du Nord qu'ici.

Les syndicats, groupes populaires et caisses populaires sont membres de l'ACEF. Les relations cependant s'établissent «au ras des pâquerettes» entre militants à l'ACEF et militants à la base des syndicats. Ceci se comprend de par l'évolution du mouvement. C'était au début une organisation de services aidant à établir un budget, à planifier le remboursement des dettes et cherchant à améliorer la protection du consommateur. D'organisation de services, l'ACEF est devenue une «organisation de lutte» qui vise à favoriser la prise de conscience d'une situation collective grave qui est l'endettement en dénonçant ses causes : insuffisance des revenus, crédit à la consommation, publicité, désuétude planifiée (détérioration rapide des biens de consommation), méthodes de vente.

La radicalisation du vocabulaire et des revendications est nette : «Les profits des capitalistes se font sur le dos des travailleurs», «luttons pour de meilleures conditions de travail».

LE SOUS-DEVELOPPEMENT REGIONAL AU QUEBEC

L'analyse Québec = colonie est une analyse de la domination politique et économique du Québec et aussi une reconnaissance d'inégalité de développement à l'intérieur du Québec.

Trois régions se portent bien ou à peu près : les régions urbaines de Montréal et de Québec, et la région du lac Saint-Jean (cadre du roman Maria Chapdelain). La «Côte Nord» (côte Nord du

St-Laurent), l'Est du Québec et notamment la Gaspésie ont de gros problèmes de développement et d'emplois.

Vers les années 1970 les schémas de développement de l'Est du Québec prévoyaient, en autre chose, la « fermeture » de certains villages. Il faut entendre par fermeture l'arrêt de l'entretien des routes, la suppression des services, le transfert de la population dans les villes, la destruction des maisons, bref, la disparition des « rangs » (mode d'occupation agricole du Québec). Dix paroisses ont été ainsi rayées de la carte du Québec habité. D'autres villages étaient menacés dans l'arrière-pays de Natane et dans celui de Rimouski. C'est alors que se sont déclenchées les « opérations-dignité » par lesquelles la population a refusé « l'aménagement » prévu.

Nous avons passé quelques jours chez les fermiers du J.A.L. Le J.A.L. est une expérience d'aménagement communautaire regroupant trois paroisses (St-Just, Auclair, Lejeune) mise en place dans la foulée des opérations-dignité. Des coopératives se sont créées : coopérative de pommes de terre, coopérative agro-forestière, projet érablière, fabrication d'« huiles essentielles » (à partir des aiguilles de conifères). Le programme de développement est subventionné et l'auto-financement n'est pas atteint. Mais ce qui est frappant, c'est la détermination des habitants, leur refus d'abandonner une région d'ailleurs récemment mise en valeur (les pères ou les grands-pères des adultes actuels en ont été les défricheurs) et la réussite du système coopératif seul créneau possible de résistance dans une économie libérale qui voulait, sous couleur d'aménagement, liquider les « canards boiteux », les faibles, les non-rentables qu'étaient ces Québécois de l'Est isolés dans leurs « rangs ».

Non-politisation, libéralisme, nationalisme, participation, concertation, tout cela constitue un curieux mélange qu'il est parfois difficile de comprendre. Pourtant ces différents aspects sont liés. L'absence de politisation, est à mettre en rapport avec le système capitaliste libéral et avec la question nationale telle qu'elle est posée au Québec.

Les comités de citoyens, les associations prennent dans la vie des gens la place laissée vide par les partis politiques.

Les tentatives faites par quelques groupes pour donner à ces regroupements de citoyens un relais politique, sont, ou bien des échecs évidents, ou bien des démarches encore balbutiantes.

La concertation qui semble grande avec les pouvoirs publics est également le résultat de l'absence de projet politique clair de ceux-ci. On donne satisfaction sur tel ou tel point particulier parce que, globalement, on ne sait pas trop où l'on veut, ou, où l'on peut aller.

Un peuple en transition, certes, en quête de la reconnaissance de son identité de francophones Nord-Américains, sensible aux idées communautaires (héritage du fond chrétien?) mais peu enclin aux grandes remises en cause. « Le Québec... un emmitoufflé politique » comme dit Louis Caron.

Marie-Claire Corre.

SUR UN AIR DE CHEZ NOUS

CHIEFTAINS -- CLANNAD -- STORLOK -- GLENMOR --

Chieftains - 7 - (CBS). Le mythe de qualité qui entoure les Chieftains n'est pas prêt de s'estomper. A entendre leur 7^e production, c'est évident. Le son est toujours aussi agréable. Les arrangements sont originaux. La grande diversité des instruments, leur place dans chaque morceau sont judicieusement choisis. Ce qui est surtout très agréable, c'est de découvrir toujours des compositions nouvelles. Avec tous leurs instruments acoustiques les Chieftains n'en sont pas moins contemporains : par leur manière de jouer, par la création à l'intérieur des airs traditionnels, par la façon dont ils terminent leurs morceaux. Ils valent tout à fait ceux qui jouent de la musique électrifiée. C'est un très bon disque avec beaucoup d'airs toniques et quelques mélodies chères aux Irlandais.

Clannad vient de faire 7 concerts en Bretagne. Chacun a pu y découvrir un groupe acoustique homogène. Ils sont cinq, ils font partie de la même famille. Ils sont Irlandais. 1 femme, 4 hommes. Elle joue de la harpe et chante avec une très belle voix qui me rappelle celle de Sandy Denny (Fairport Convention). Ils jouent de la contrebasse, mandoline, flûtes, guitares, tabla. Il manque peut-être un violon, mais c'est aussi faire preuve d'originalité que de ne pas en avoir. Leur spectacle est fait de deux parties. Une première très classique et traditionnelle, leur prestation sur scène est excellente, un peu trop parfaite peut-être. Une plus grande décontraction aurait été appréciée. La deuxième partie est plus enlevée et plus contemporaine. Une composition longue de 10 mn en est le plus fidèle reflet. Espérons que nous reverrons Clannad en Bretagne pour une tournée un peu plus longue.

A l'heure actuelle ils ont sorti 4 disques : le premier est difficile à trouver, le 2^e est paru chez Sono Disc (maison parisienne), le 3^e n'est pas sorti en France, le 4^e « Clannad in concert » est pressé par CBS Ireland. A l'heure actuelle, Clannad recherche une maison de disques pour l'éditer en France. Ce quatrième contient notamment la composition longue.

Glenmor « Vingt ans déjà » (Chant du Monde). Comme le dit si bien le titre de ce nouvel album, 20 ans déjà que Glenmor bat la campagne et chante bien haut ce que tant d'autres se résignent à taire. Qui comme lui en 1958 avait pris conscience de l'identité bretonne ? Qui comme lui

a lutté pied à pied, quand les médias et Paris voulaient ignorer la Bretagne et celui qui allait devenir son barde. Vingt ans donc de combats et de détermination pour une cause tellement légitime, mais avec Glenmor c'est aussi vingt ans de poésie !! Et quand on sait le mal qui la ronge, on pourra apprécier. Les textes de ses nouvelles chansons sont profonds et évocateurs. Glenmor tel un barde s'en réfère souvent à la nature. Le disque se termine par la marche de l'A.R.B., chanson révolutionnaire puissante. Les amateurs de Glenmor apprécieront. Que les autres n'hésitent pas non plus. Sa parole est à entendre et à méditer.

Fanch Bernard pour la dernière fois a participé à ce disque. Après 9 ans de scène et de complicité avec Glenmor il se retire, sans pour autant quitter l'art puisqu'il ouvre une école de dessin à Landerneau. La musique y aura sûrement sa place. Si cette séparation a été pour Glenmor et pour Fanch un petit coup au cœur, elle l'est pour nous aussi. Souhaitons lui une grande réussite, il le mérite bien.

Storlok - 45 T. - Névénœ. Il paraît que ce disque s'écoute beaucoup dans les cafés de Brest. Tant mieux ! Il contient deux complaintes :

— **Gwerz an Dilabour** (complainte du chômage), une gwerz vraiment digne de l'époque où les chansons servaient la cause militante et racontaient l'actualité.

— **Gwez maro Jorj Jackson.** Une autre, aussi poignante qui raconte la mort de J. Jackson, et un petit « hommage » supplémentaire aux patrons et aux bourgeois. Là, le rythme et la musique sont électriques. C'est très chouette.

Patronnes et patrons de bar, vous devriez acheter ce disque si vous voulez qu'un ton nouveau s'élève au dessus de celui qui encombre habituellement les appareils à musique.

Névénœ a eu la bonne idée de joindre les paroles en bilingue.

Ce mois-ci paraît le deuxième album de Gérard Delahaye (Névénœ), avec une face de chansons sur la Bretagne (un des titres : Trans-Bigouden) !!!

Le volume 3 de Myrdhin (Velia) je vous en parlerai plus longuement le mois prochain ainsi que du disque de Katell (chansons pour les enfants) et de celui de Méline Favennec.

Le patrimoine celtique n'arrête pas de s'étendre.

Yann-Fanch Langoët

LES MUSÉES DE BRETAGNE :

le trop-plein et le vide...

UNE remarquable étude du Centre Nantais de Culture Celtique faisait état de l'existence de près d'une soixantaine de musées en Bretagne (groupe de travail sur les musées, document provisoire). Chiffre étonnant et qui laisserait à penser que sur ce point la Bretagne n'a rien à envier à d'autres pays.

LA REALITE EST DIFFERENTE

L'appellation musée n'est pas une appellation contrôlée et n'importe qui, du jour au lendemain, peut réunir 5 bouts de ficelle, mettre cela dans une vitrine et ouvrir un « musée de la ficelle ». Le libéralisme n'est pas innocent et il est une ville de Bretagne où musée et commerce d'antiquités font bon ménage. A Saint-Malo, le « musée Qui qu'en grogne », entreprise privée commerciale prospère, est installé dans le même bâtiment que le musée d'histoire de la ville !

Si un individu peut ouvrir un musée, à plus forte raison une association, il existe en Bretagne plusieurs musées d'association (à Bourg-Neuf-en-Retz, par exemple) ; un certain nombre essaient de se mettre en place actuellement. Pour ces musées comme pour les précédents, le problème crucial est le **devenir des collections**. Dans le cas des collections rassemblées par un individu, c'est le risque du partage, de la dispersion, sauf s'il prend la précaution de léguer ou de donner l'ensemble à une collectivité publique. Dans le cas de collections réunies par une association, ce sont les mêmes risques accrus par le principe du bénévolat : au départ du responsable (ou des) qui a collecté avec soin coiffes, costumes, objets domestiques, etc... personne ne prend la suite et tout ce précieux patrimoine ethnographique est laissé à l'abandon.

Vision pessimiste ? Non, puisque le risque existe même pour des collections publiques (c'est-à-dire appartenant à une collectivité locale, commune ou département), quand il n'y a pas de personnel qualifié pour en assurer la gestion (collecte - conservation) et « l'exploitation » culturelle (exposition permanente, expositions temporaires à demeure ou itinérantes, etc...). Le principe fondamental de l'inaliénabilité des collections peut alors être mis en danger ; le bien culturel de la collectivité peut être

dilapidé et l'on sait que nos notables ont parfois la conscience souple !

PETITS MOYENS...

Sur la soixantaine de musées dénombrés, une dizaine seulement dispose d'un personnel scientifique et technique permanent, essentiellement dans les grandes villes (Nantes, Rennes, Quimper, Brest). Mais aucun ne dispose du 1/3 ni même du 1/4 des moyens en personnel d'un musée allemand (de l'est comme de l'ouest) ou britannique pour une ville de même importance. Le personnel scientifique du Musée National du Pays de Galles (National Museum of Wales) comprend 15 personnes ; le Musée de Bretagne de Rennes, 2 et 1/2...

La collaboration entre ces musées est ponctuelle (réalisation d'une exposition en commun, comme celle sur l'Ecole de Pont-Aven par les musées de Nantes, Rennes et Quimper) ou embryonnaire (les conservateurs des principaux musées d'histoire et d'ethnographie de Bretagne mettent en place actuellement une telle structu-

re). Au Pays de Galles, le Musée National est en étroite liaison avec les 105 musées de ce pays et a la responsabilité directe d'une dizaine d'entre eux.

...ET PETITES IDEES

Mais existe-t-il une volonté politique cohérente de conservation du patrimoine de mise en valeur de celui-ci, non pour quelques privilégiés mais pour le plus grand nombre. Ne la cherchons pas au niveau du pouvoir giscardien. A chaque président, son « grand projet » ; après Beaubourg, voici Orsay (musée du XIX^e siècle) en attendant un grand musée des techniques qui sera évidemment à Paris. Ces choix dans des budgets d'indigence sont autant de scandales.

Ne cherchons pas cette volonté au niveau « régional » ou local. Le musée n'est souvent pris en compte que comme un équipement susceptible d'attirer le touriste et non comme un moyen d'éducation populaire, d'animation. Après la saison touristique.



Un projet non abouti : le musée de la Cornemuse.

Le Peuple Breton/JLF

on ferme ! La population locale, pfruit ! Elle a la télé !

La création d'une « Maison du Cheval d'orgueil » s'explique-t-elle autrement que par le souci de rentabiliser le succès d'un certain livre. Comment expliquer la soudaine vogue des « éco-musées » et autres « maisons de pays », l'attention que leur portent des hommes comme le Dr Benard ou Michel Cointat, le choix du Comité inter-départemental pour la charte culturelle d'accorder la dotation la moins élevée au projet culturellement le plus intéressant, celui d'un éco-musée à Inzinzac-Lochrist autour de l'histoire des Forges d'Hennebont.

Il est sans doute moins dangereux d'exposer des bragou-bras que la lutte toute récente des ouvriers des Forges pour garder leur emploi ; il est surtout indispensable au pouvoir et à ses relais locaux d'empêcher de faire le lien entre les deux images, de montrer que les porteurs de bragou-bras ont fait les premiers travailleurs des Forges ou les premiers émigrés en Lorraine ou à Paris, que leurs petits fils sont les chômeurs d'aujourd'hui.

Jean ROUDAUT.

Les musées de Bretagne

COTES-DU-NORD

CORSEUL :

Musée municipal (archéologie)
CORSEUL - 22130 PLANCOET
(vestiges romains
trouvés dans la région)

DINAN :

Musée du Château
22100 DINAN
(coiffes et costumes de la région,
armes, meubles, fossiles, archéologie,
industrie de la toile (lin, chanvre).

LAMBALLE :

Musée Mathurin Méheut
22400 LAMBALLE

LANNION :

Musée des Télécommunications
(Centre National d'Etudes
des Télécommunications)
22300 LANNION
Stations de Télécommunications
spatiales de Pleumeur-Bodou
22670 PLEUMEUR-BODOU

SAINT-BRIEUC :

Projet de musée des arts et traditions
populaires (costumes, coiffes,
vieux métiers) dans l'Hôtel de Bellescize
(ancien palais épiscopal)

TREGASTEL :

Musée préhistorique
22730 TREGASTEL
Ouvert du 1^{er} juin au 15 septembre

TREGUIER :

Musée Ernest Renan
(propriété de l'Etat)
20, rue Ernest Renan
22220 TREGUIER

FINISTERE

AUDIERNE :

La Chaumière bretonne
29113 AUDIERNE
ouverte du 1^{er} avril au 30 septembre

BREST :

Musée municipal
Rue Emile Zola
29200 BREST
peinture, statues religieuses
Musée naval (dans le château)
histoire de la marine brestoise
Musée du Vieux Brest
Tour de la Motte Tanguy
Projet d'un musée de la cornemuse

CAMARET :

Musée historique et naval
Tour Vauban
29129 CAMARET-sur-MER
ouvert du 1^{er} juin au 30 septembre

COMMANA :

Moulin de Kerhouat
(Parc d'Armorique)
29237 SIZUN
ouvert tous les jours sauf le lundi

CONCARNEAU :

Musée de la Pêche
Rue Vauban — Ville Close
29110 CONCARNEAU
ouvert de Pâques au 30 septembre

HANVEC :

Ecomusée du Parc Naturel
Régional d'Armorique
Menez Meur - HANVEC
29224 DAOULAS
ouvert tous les jours sauf le mardi

LANDEVENNEC :

Musée de l'abbaye
LANDEVENNEC - 29147 ARGOL
histoire de l'abbaye (fondée au
V^e siècle par Saint Guénolé)

LOCTUDY :

Musée du Château de Kerazan
29125 LOCTUDY
peinture moderne,
quelques peintures anciennes
ouvert le mercredi, le samedi et le
dimanche

MORLAIX :

Musée des Jacobins
Rue des Vignes - 29210 MORLAIX
archéologie, art religieux, meubles
bretons, peinture ancienne et moderne

OUESSANT :

Maison des Techniques et traditions
ouessantines
(parc d'Armorique)
29242 OUESSANT
maison traditionnelle
avec son mobilier d'origine

PONT-AVEN :

Musée Gauguin
Mairie - 29123 PONT-AVEN
chaque année exposition sur un
peintre ou sur un thème
ouvert du 15 juin au 15 septembre

PONT-L'ABBE :

Musée Bigouden (annexe du Musée
Départemental Breton de Quimper)
Château - 29120 PONT-L'ABBE

costumes, mobilier, ustensiles,
vie maritime
ouvert du 15 juin au 15 septembre

QUIMPER :

Musée des Beaux-Arts
10, place Saint-Corentin
29000 QUIMPER
Musée Départemental Breton
Ancien Evêché - rue du Roi Gradlon
29000 QUIMPER
archéologie, meubles, costumes
populaires de Cornouaille,
céramiques quimpéroises
Musée de la Faïence (Ets HENRIOT)
La Civette - 16 bis, rue du Parc
29000 QUIMPER

SAINT-GUENOLE PENMARCOH :

Musée Préhistorique Finistérien
(dépendant de la Faculté
des Sciences de Rennes)
Pors Carn - 29131 SAINT-GUENOLE
ouvert du 1^{er} juin au 30 septembre

SAINT-RIVOAL :

Maison des Techniques et Traditions
Paysannes (Parc d'Armorique)
ferme du XVIII^e siècle
SAINT-RIVOAL - 29190 PLEYBEN
projet de musée de plein air sur
30 hectares avec une quinzaine de
maisons traditionnelles des différentes
régions de Bretagne

ILLE-ET-VILAINE

CESSON-SEVIGNE :

Musée automobile de Bretagne
La Victoire
35510 CESSON-SEVIGNE

DINARD :

Musée breton (privé)
8, rue du Casino
35800 DINARD
Musée de la Mer (Laboratoire Maritime
de Dinard qui dépend du
Muséum National d'Histoire Naturelle)
souvenirs du Commandant Charcot
17, avenue Georges V
35800 DINARD
ouvert tous les jours
de la Pentecôte au 30 septembre

DOL-DE-BRETAGNE :

Musée de la Guihotière
27, rue Le Jamptel
35120 DOL-DE-BRETAGNE
petit musée historique

FOUGERES :

Musée de la chaussure
35300 FOUGERES

RENNES :

Musée des Beaux-Arts
20, quai Emile-Zola
35000 RENNES
peinture du XVI^e au XX^e siècle
céramique, dessins, antiquités
égyptiennes, grecques et romaines
Musée de Bretagne
20, quai Emile-Zola
35000 RENNES
histoire de Bretagne de la pré-
histoire au XX^e siècle, meubles et
costumes bretons
ouvert tous les jours
sauf mardis et jours fériés

LE SEL-DE-BRETAGNE

Musée du Sel-de-Bretagne
Mairie
35320 LE SEL-DE-BRETAGNE
culture bretonne, arts et traditions
populaires

VITRE :

Musée du Château
35500 VITRE
bois sculptés, meubles, tapisseries,
faïences

SAINT-MALO :

Musée d'Histoire de la Ville
Château - 35400 SAINT-MALO
ouvert pendant les vacances scolaires de Pâques et du 1^{er} mai au 30 septembre
Musée International du Long Cours et des Cap-Horniers
Tour Solidor - SAINT-SERVAN
35400 SAINT-MALO

LOIRE-ATLANTIQUE**ANCENIS :**

Petit musée en projet (groupe du Château d'Anenis et Syndicat d'Initiative)

BLAIN :

Maison des Arts et Traditions Populaires du Pays de Blain
44130 BLAIN
ouvert de mars à septembre le samedi et le dimanche

BOURGNEUF-EN-RETZ :

Musée d'Art Populaire du Pays de Retz (Assoc. Les Amis du Pays de Retz)
6, rue Moine
44580 BOURGNEUF-EN-RETZ
ouvert tous les jours sauf le mardi préhistoire, costumes, métiers, artisanat, travail du sel, intérieur d'autrefois

CLISSON :

Embryon de musée consacré au travail de la vigne et à l'artisanat local dans la tour de la prison des femmes, au Château de Clisson (Assoc. Cercle Celtique Olivier de Clisson)

LE CROISIC :

Musée de la Marine
Hôtel d'Aiguillon (Mairie)
44490 LE CROISIC
plans, maquettes, armes de marine
ouvert tous les jours
de fin mars à fin septembre

GUERANDE :

Musée du Vieux Guérande
(Assoc. des amis de Guérande)
Porte Saint-Michel
44350 GUERANDE
meubles de la Brière, faïences, costumes, travail, travail du sel
ouvert de fin mars au 30 septembre

NANTES :

Galerie de l'Economie
Palais de la Bourse
44000 NANTES
présentation de l'économie de l'ouest et de la Bourse des Valeurs de Nantes
Musée des Beaux-Arts de Nantes (municipal)
10, rue Georges Clémenceau
44000 NANTES
peinture du moyen-âge au XX^e siècle (musée de peinture le plus riche de Bretagne et l'un des plus importants de France en dehors des musées de Paris)
Musée Dobrée (départemental) (Manoir de la Touche et Palais Dobrée) — Place Jean V
44000 NANTES
archéologie, préhistoire, antiquités romaines, sculptures romanes, gothiques, bois sculptés du XV^e, armes, peintures, meubles
ouvert tous les jours sauf le mardi
Muséum d'Histoire Naturelle (municipal)
12, rue Voltaire

44000 NANTES

minéraux, géologie, paléontologie, zoologie, poissons, insectes, oiseaux de Bretagne, botanique
ouvert tous les jours sauf le lundi et le vendredi de 14 à 18 heures
Musée Compagnonnique (Compagnons du Tour de France)
Manoir de la Hautière
16, rue Guillon-Verne

Les Forges d'Hennebont : un projet moins facile à financer que s'il s'agissait de montrer des coiffes !

**44100 NANTES**

« chefs-d'œuvre » réalisés par des Compagnons du Tour de France
ouvert le samedi après-midi
Musée Jules Verne (département de la bibliothèque municipale de Nantes)
3, rue de l'Hermitage

44100 NANTES

souvenirs de l'écrivain nantais (1828-1905)
ouvert tous les jours sauf le mardi de 10 à 12 et de 14 à 18 heures
Musée d'Art Populaire Breton
Château des Ducs de Bretagne

44000 NANTES

meubles, coiffes, costumes des différentes régions de Bretagne
ouvert tous les jours sauf le mardi de 10 à 12 et de 14 à 18 heures
Musée des Salorges
Château des Ducs de Bretagne

44000 NANTES

souvenirs de l'industrie et de la marine nantaise, nombreuses maquettes de bateaux, figures de proue, faïences du Croisic, « Indiennes », maquettes du port de Nantes
Musée des Arts Décoratifs
Château des Ducs de Bretagne

44000 NANTES

tapisseries contemporaines (la plus grande partie des collections de ce musée : faïences, meubles, costumes, etc... est conservé dans les réserves)
ouvert tous les jours sauf le mardi

Le musée de Nantes par l'image naguère installé dans la Porte St-Pierre et le Musée d'Art Religieux de la Psalette (près de la cathédrale) sont fermés tous les deux depuis plusieurs années

SAILLE :

Maison du Paludier
SAILLE - 44350 GUERANDE

SAINT-JOACHIM :

La Chaumière Briéronne
(Parc régional de Brière)
44720 SAINT-JOACHIM
ouverte de juillet à septembre

SAINT-LYPHARD :

Maison des Arts et des Techniques
(Parc Régional de Brière)
Village de Kerhinet
SAINT-LYPHARD
44410 HERBIGNAC
ouvert du 1^{er} juillet au 15 septembre

SAINT-MALO-DE-GUERSAC :

Musée de Rozé
(Parc Régional de Brière)

44910 SAINT-MALO-DE-GUERSAC
ouvert du 1^{er} juillet au 15 septembre

MOR-BIHAN**BRECH :**

Ferme de Saint-Degan (Musée des Arts et Traditions Populaires)
BRECH - 56400 AURAY

CARNAC :

Musée MILN-LE ROUZIC (Faculté des Sciences de l'Université de Rennes)
Route de la Trinité
56340 CARNAC
archéologie préhistorique
ouvert tous les jours
du 1^{er} avril au 19 septembre

GUER :

Musée du Souvenir
Ecole Militaire de St-Cyr Coëtquidan
56210 COETQUIDAN

INZINZAC-LOCHRIST :

Projet d'éco-musée consacré aux Forges d'Hennebont (1861-1967)
Centre Culturel - 56550 LOCHRIST

LORIENT :

Musée Naval
56100 LORIENT
objets et documents sur l'histoire de la Compagnie des Indes

PORT-LOUIS :

Musée de l'Atlantique (annexe du Musée de la Marine de Paris)
Citadelle - 56290 PORT-LOUIS

VANNES :

Musée Préhistorique (Société Polymathique du Mor-bihan)
56000 VANNES
archéologie préhistorique, gallo-romaine, médiévale
ouvert toute l'année
sauf dimanches et fêtes

HORS DE BRETAGNE

Musée National des Arts et Traditions Populaires
Rue du Mahatma Gandhi
75116 PARIS
importants fonds ethnographique breton

Les mouvements chouans en Bretagne

(suite)

Nous publions pendant quelques numéros une étude de notre camarade R. Leprohon. Ce texte a déjà été édité en une seule livraison dans la revue « Skol Vreizh » (n° 53) (1) ; mais nous avons pensé qu'étant donné l'intérêt du sujet abordé (les divers visages de la Chouannerie bretonne), le P.B. se devait d'éditer cet article.

(1) Skol Vreizh - Run Avel - 29210 Plourin-Morlaix.



Aimé Tuffin de La Rouërie : on peut chercher l'origine de la Chouannerie dans l'association qu'il forma.

11. — CHOUANNERIE ET ARMÉE

Les levées militaires ont, elles aussi, tenu une place incontestable parmi les causes de la chouannerie : elles ont souvent été l'occasion de la prise de maquis dans un pays où régnait une profonde aversion du métier des armes hors des frontières provinciales.

Ainsi, en 1763, on compte 447 Bretons sur 17 469 recrues royales, soit 2,5 % : c'est le pourcentage provincial le plus faible du royaume, et l'évolution tend vers sa diminution. Si le Breton répugne (à terre ; en mer, il en va autrement) à servir le Roi, quand il y est contraint (économiquement ou de force), il déserte ; avec 4,8 % des déserteurs français en 1765, les Bretons représentent le plus fort pourcentage provincial...

Mais l'armée a joué un autre rôle... par son absence en 1790. Il ne faut pas oublier que dans cette « province réputée étrangère », tout le système de fortifications, de camps et de garnisons était traditionnellement conçu pour « tenir le pays ». Nombreux avant 1789, les soldats français le sont beaucoup moins de 1790 à 1793, car ils n'ont pas cessé de quitter la région pour les frontières menacées. Départ

qui laisse le terrain libre à la révolte, d'autant plus que la majorité des soldats en garnison étaient de fervents partisans de la Révolution.

Rappelés parfois dans les rangs des armées « bleues », des « colonnes infernales » ou des troupes napoléoniennes, ils feront payer cher à un peuple ce qu'ils considèrent comme une trahison ignoble.

12. — CHOUANNERIE ET REGIME SEIGNEURIAL

L'historien Meyer a magistralement montré que la zone chouanne (campagnes de Loire-Atlantique, du Mor-Bihan jusqu'à la Laïta, du sud et de l'ouest de l'Ille-et-Vilaine, plus l'îlot de Fougères à Vitré) correspond aux régions où le prélèvement nobiliaire sur les biens-fonds n'était ni trop fort, ni trop faible, entre 20 à 30 % du revenu rural breton.

Au dessus, de 30 à 50 %, dans la Basse-Bretagne où régnait le domaine congéable, il attirait trop de haine à l'égard de la noblesse pour que les paysans



Cadoudal, le plus connu des chefs chouans.

puissent suivre leurs seigneurs.

Au dessous, dans l'évêché de Rennes où le prélèvement n'atteint pas 20 %, il est insuffisant pour que les seigneurs puissent « tenir » solidement leurs paysanneries.

Entre les deux, c'est la zone chouanne où le seigneur tient bien en main une paysannerie qui ne

souffre cependant pas d'une imposition si excessive qu'elle provoque une haine féroce.

Une cartographie « fine » du poids de ce régime seigneurial serait probablement fort révélatrice pour éclairer des nuances géographiques autrement inexplicables.

EN GUISE DE CONCLUSION

Ces notes, puisées dans les travaux récents des historiens bretons, n'ont qu'une prétention : **tenter de convaincre nos lecteurs de la complexité du phénomène chouan.** S'il est un mouvement social qui ne peut se traiter à coup de clichés et de slogans anachroniques, c'est bien celui-là. Et pourtant, il a trop souvent jusqu'ici attiré la simplification outrancière, indigne de l'historien de métier.

Si une certitude doit se dégager de ces quelques pages, c'est celle de la complexité causale et géographique de la révolte : les griefs se sont superposés, entremêlés, entrechoqués, annulés parfois, dans cette affaire.



IFFIG

- qui avait déjà remarqué l'opulence de la campagne d'affichage de l'U.D.F. sur panneaux payants, a reçu avec quelque étonnement une invitation des « Jeunes Giscardiens » à la Fête de la Jeunesse, le 9 décembre à Paris — D'autant que les gentils jeunes gens lui proposent l'aller-retour Brest-Paris, plus l'entrée dans la fête, pour... 20 F.

- s'associe entièrement à la dynamique campagne du président de la république pour la moralisation et l'assainissement des ressources des partis politiques...

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

- Militant breton cherche penn-ti (2 pièces, cuisine) même sans chauffage pour vacances de Noël, Février, Pâques et d'été, de préférence région Carhaix-Huelgoat (sinon indifférent). Ecrire à Y. Kristoc'h Pannetier, 20 place de l'Hôtel de Ville - 80000 AMIENS.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A..... le 197

Adresser ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

3 abonnements pour deux... et à l'ancien prix !

En janvier prochain, le prix du numéro du Peuple Breton sera porté à quatre francs, et l'abonnement ordinaire à 40 F.

Depuis deux ans exactement, le prix de votre journal n'avait pas augmenté. Alors que le nombre de pages est passé pendant ce temps de 24 à 32, alors que l'augmentation de son coût n'a pas connu de répit.

Si nous avons pu jusqu'ici tenir à trois francs, c'est que le journal, pendant ce temps, a augmenté nettement sa diffusion ; mais c'était aussi au prix d'un équilibre fort précaire !

Avant cette augmentation, nous vous faisons, amis lecteurs, une double proposition :

1) **Faites deux abonnements à l'ancien prix et nous vous en offrons un troisième pour une personne de votre choix (c'est la période des cadeaux !)**

2) **Réabonnez-vous par anticipation à l'ancien prix (en le précisant lors de votre envoi) ; ce nouvel abonnement ne démarrera qu'à l'échéance du précédent.**

Ainsi, en même temps que vous nous aidez, vous réalisez une nette économie (37,5%) !...

1^{er} abonnement : NOM
adresse

2^e abonnement : NOM
adresse

3^e abonnement : NOM
adresse

Une nouvelle manœuvre de l'amère patrie

« Brezhoneg », une photographie d'un film de Ph. Durand.

Un article paru récemment dans le journal « OUEST-FRANCE » nous apprend qu'un cinéaste (inconnu, mais pourquoi pas ?) poursuit en Bretagne, depuis le mois de juin 1978, la réalisation d'un film « d'expression régionale ». A première vue, ne serait-ce pas une bonne nouvelle ? Ne doit-on pas accueillir comme une chose salubre tout ce qui peut hâter l'émergence en Bretagne, d'un cinéma de pensée et de production bretonnes ?

Mais, à lire plus avant cet article (qui semble bien documenté), toute illusion s'évapore. Ce *Breiz ma bro*, signé par un certain Hascoët, ne serait-ce pas un nouveau coup, non du sort, mais d'un pouvoir qui trouve son profit, par « artiste » interposé, à contenir la Bretagne sous l'enseigne du passé ? Car au vu du scénario, voici que resurgissent sous les traits de Merlin, ce vieux ringard, et de l'archétypique Viviane, les épouvantails de la pureté originelle, que se redressent les bannières du culte celtomaniaque, lourd d'idéologie, qui, sans cesse réactualisé, sait habilement faire dériver vers un exotisme des racines la réalité d'un pays, l'histoire en train de se faire de son peuple.

Non, nous ne rêvons pas, nous sommes bien en 1978, en un temps où crèvent le cinéma, les libertés et les raisons de vivre. A l'heure d'une accélération du néocolonialisme, avec sa cohorte de séquelles, à l'heure où culminent les pollutions, issues des océans, issues des mass media, ainsi que d'autres dont on reparlera à Plogoff ou au Pellerin, à l'heure où sournoisement sont reconduites les mesures qui visent à l'étouffement d'une langue, qui visent toujours plus à réduire au silence une population traditionnellement privée de pouvoir sur son destin, voici que nous est aimablement parachuté un cinéma « breton » qui sous couvert d'une recherche de l'authenticité, vient faire en Bretagne un travail politique de diversion – pour mieux dissimuler, sous l'éclat mythologique et le glamour des coiffes, la gangrène quotidienne; pour euphoriser, quand chaque citoyen digne de cette appellation sait, au contraire, l'urgence de rassembler les consciences.

Et qui paie ? Qui finance ce camouflet ? Nous écrivions dernièrement, dans les colonnes du « Peuple Breton » (octobre 1978), qu'il importait que l'existence d'un cinéma breton dût être prise en considération par la collectivité. Nous pensions bien entendu au peuple de Bretagne, et aux formes possibles d'une cohérence incitant le fait expressif. Mais nous n'imaginions pas que ce peuple pût, hors de sa volonté, hors de son désir, financer un cinéma qui l'humilie. C'est pourtant, semble-t-il, ce qui se réalise.

Intitulé *Breiz ma bro*, titre qui utilise la langue originelle pour mieux la sacrifier, ce film serait subventionné, si l'on en croit « Ouest-France » par le Conseil Régional et le département des Côtes-du-Nord, eux-mêmes épaulés par les ministères de



l'Environnement et des Affaires Etrangères, et par le Secrétariat au tourisme – une grande manœuvre ! Soit, au total, pour un film d'une durée de 15 minutes environ, 450 000 F de budget, sans préjuger des recettes ultérieures : prix, exploitation sur le grand et le petit écran, diffusion culturelle, ventes à l'étranger, etc. Byzance ! Voici qui jette des lueurs suspectes sur les revendications de la paysannerie, des marins-pêcheurs, des industries, des collectivités locales : y aurait-il donc tant d'argent pour produire en Bretagne ?

Mais alors, pour notre part, que faisons-nous les deux pieds dans le même sabot ? Dans un pays où l'assistance est si prodigue, que ne découvrons-nous à notre usage la bonne façon d'être arrosé de la manne ? Hé oui... Il suffit d'apprendre à s'adresser là où il faut, la patte blanche et la bouche en hermine. On voit bien chaque jour comment opèrent les séductions du pouvoir, comment, sous l'alibi du besoin de s'exprimer, des esprits de marque peuvent se laisser aller aux accommodements. Clamer que ces démissions sont autant de forfaits qui retardent l'avènement de la liberté d'être

breton en Bretagne, revient à perdre sa salive : c'est faire preuve de naïveté.

S'étonner du processus qui donne vie à une entreprise telle que *Breiz ma bro* n'est toujours qu'une naïveté. Pour autant, cela ne dispense pas de désigner cet abus de pouvoir, et de faire que chacun puisse se poser quelques questions.

De quelle politique un privilège aussi somptueux, mais jeté comme un os, détourne-t-il l'attention ? Qui dispose ainsi des deniers publics, et de quel droit ? Qui, sous couvert d'une représentativité qu'accordent les lois plutôt que la voix du peuple, engage la Bretagne dans de semblables aventures ? Cette démonstration de puissance prétendrait-elle régler le problème d'une expression de l'identité bretonne ?

Au risque de nous répéter, rappelons une évidence : si on se laisse déposséder, on finit dépossédé. Comment aujourd'hui peut-on être Breton ? Si l'on n'y prend garde, voici une question qui, dès demain, n'aura plus de sens.

Philippe Durand



Cheminées René Brisach le confort chez soi

Granits du Pays - Pierre du Gard et de Provence
Rosé d'Italie - Blanc de Lubéron - Grès d'Alsace
Convecteur de chaleur

EXPOSITIONS :

LORIENT : 72, rue du Maréchal-Foch - Tél. 64.58.80
PONTIVY : 6, av. de Kervenoaël, Stival - Tél. 25.10.62
VANNES : Keneah Confort, Z.C. Keneah - Tél. 24.21.62
QUIMPER : 17, av. de la Libération - Tél. 90.63.33
JOSSELIN : 24, rue de Guégon - Tél. 22.31.31



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Oui, j'ai dit archaïque

La gauche a perdu en mars 1978. En tant qu'hommes et femmes de gauche et en tant que bretons nous devons le regretter. La politique centralisatrice droitiste et anti-sociale du nouveau gouvernement Barre suffit d'ailleurs à elle seule à nous montrer dans quelle direction se trouvent les intérêts de la Bretagne et des autres régions. Pourtant il apparaît à de nombreux observateurs que cette défaite de mars 1978 fut surtout la défaite d'une certaine gauche, par trop partisane, doctrinaire, insuffisamment ouverte sur des idées d'avenir telles que l'autogestion, l'écologie ou les autonomies régionales: une gauche archaïque en quelque sorte...

Pour remporter une véritable victoire, franche et durable, la gauche doit se transformer, rassembler les générosités trop dispersées de ses membres pour composer autour d'idées neuves le projet de société qui lui apportera les suffrages du pays.

En réalisant son propre projet de société, un projet original, élaboré dans la réalité bretonne et distinct d'un programme commun désormais exsangue, en travaillant à la coopération et à l'union des hommes et des femmes de gauche, l'U.D.B. fait beaucoup pour la Bretagne et pour la France elle-même. Vous êtes l'avenir de la démocratie et « Le Peuple Breton » est l'écho de votre progression, de notre progression...

Alain Chevrier, Nîmes

Documents bien utiles

(...) Ici nous continuons notre action sur la marée noire. Nous avons réalisé une exposition sur la marée noire et deux montages ont été réalisés, l'un avec la CFDT, l'autre avec la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, sur la marée noire et les problèmes de la Bretagne. Vos documents m'ont été bien utiles...

Edouard Roudaut,
38 - Montbonnat-St-Martin.

Il brûle pas bien le P.B. ?!!

Veuillez trouver ci-joint un mandat-lettre d'un montant de 70 F pour un abonnement de soutien à votre magni-

fique journal. Bla bla bla... J'arrête là, c'est pas mon style. A chacun le sien. Je ne vous dirai pas non plus de continuer, parce que si je m'abonne, j'espère bien que vous allez continuer, non mais sans blague... Pas plus que je suis d'accord avec ce que vous dites: j'ai n'achète pas le journal pour allumer mon feu. Il y en a des autres pour ça: Jours de France, Paris-Match, pour ne citer que les torchons qui brûlent le mieux.

Alain Buirette,
La Trinité-sur-Mer.

L'envahissement

J'aimerais vous féliciter pour votre journal ainsi que pour votre position face au nucléaire, qu'il soit civil ou militaire. Vos articles sont toujours très intéressants et lorsqu'on est loin du pays « Le Peuple Breton » est une bouffée d'air frais, et en même temps une sorte de découragement. Découragement en effet lorsqu'on voit la Bretagne pillée par le nucléaire, les entreprises capitalistes et l'armée. A propos de l'armée, j'aimerais savoir si vous avez toujours la carte de la Bretagne militaire que vous aviez éditée il y a plusieurs années. Si vous l'avez encore, rediffusez-la: elle permettra de mieux comprendre l'envahissement.

Jean-Paul Kerveillant,
42 - Montbrison.

Parisianisme...

Ci-joint la lettre que je viens d'expédier au « Nouvel Observateur » après leur article de la page 9 du n° 730 (6 au 12 novembre 1978)...

« C'est avec effroi et indignation que j'ai lu l'article de Florence Lhermitte intitulé « Dialectes » en page 9 du N° 730 du Nouvel Observateur.

— Comment peut-on écrire de telles insanités dans un hebdomadaire à grand tirage ?

— Certainement parce qu'il est en très grande partie réalisé à Paris, par des Parisiens, pour des Parisiens.

« Au diable le centralisme administratif ! Au diable aussi la langue française telle qu'on la parle à Paris ! » Peut-on lire dans cet article. La personne qui écrit cela pourrait au moins s'enquérir de la signification du mot « dialecte » dans un dictionnaire. Le Petit Robert en donne la suivante: « Variété régionale

d'une langue... Le wallon, dialecte français de Belgique... Les dialectes normand, picard. Le dialecte de l'Île-de-France, devenu la langue française ». Comment peut-on encore faire l'amalgame entre « régions de dialecte français » (Normandie, Picardie, voire Wallonie) et « minorités nationales qui ont leur propre langue bien différente de la langue française (Occitanie, Bretagne, Alsace, Corse, Catalogne, Pays Basque, Westhoek) ?

Qui sont « les réactionnaires et les Maurassiens » dont vous parlez, Madame, sinon vous-même, lorsque vous qualifiez des langues nationales de dialectes régionaux. Comment ne vous est-il pas venu à l'idée de nous donner des adresses de cours de dialecte wallon, picard ou normand... ? Vous auriez également pu donner sous la rubrique « Breton » les différentes possibilités que l'on a à Paris de se perfectionner dans les dialectes leonard, trégorrois, cornouaillais ou vannetais ! Je vous donnerais donc un petit conseil: Voyagez un peu, apprenez surtout à voir les choses et à connaître les gens d'une manière un peu moins superficielle... et consultez de temps à autre un dictionnaire.

Ne comptez plus sur moi pour renouveler mon abonnement au « Nouvel Observateur » car ses observations ne sont pas neuves ! Vous en perdrez certainement d'autres car en tant que breton, corse, occitan, basque, etc... il y a des choses que l'on ne peut laisser passer.

Jean-Pierre Quémener,
62 - St-Omer.

Danger

A l'époque où je me suis abonné au Peuple Breton, j'étais membre du P.C.F. et j'occupais une fonction assez importante au plan Nantais qu'il m'est impossible de vous préciser désirant garder l'anonymat vis à vis de vos lecteurs et de mes ex-camarades même si actuellement je n'ai plus aucune attache avec le P.C. ayant claqué la porte considérant que celui-ci a commis des erreurs avant et après les élections législatives. La même critique est valable pour le P.S. (à mon avis) - 1978 aurait pu être une date historique, la gauche nationale par ses surenchères, ses discordes, n'a pas su saisir sa chance et elle portera une lourde responsabilité devant l'histoire.

Je suis donc sans parti donc en principe libre et je reviens à mon premier



propos, mon abonnement au Peuple Breton : parce qu'il reflète l'opinion d'une gauche bretonne, parce qu'étant breton je ne pouvais ignorer cette revue, et c'est au titre de breton qu'ayant lu dans le N° 179 d'Octobre 1978, l'article « Le P.C., la Bretagne et la Corse, écoutez la différence » que je vous dis : DANGER.

Malgré ses affirmations le P.C. reste et restera centralisateur. Un point d'entente avec le R.P.R. même s'il y a des nuances. Il (le P.C.) considère votre Parti comme folklorique en dehors des périodes électorales bien entendu. Pourtant les voix U.D.B. ont certainement fait gagner à la gauche la Mairie de Nantes.

Actuellement les partis de la gauche nationale, communiste et socialiste, veulent faire du régionalisme avec quelques décennies de retard pour piper des voix bretonnantes, quitte après... à ne rien faire en cas de succès, pour les premiers parce qu'ils sont centralisateurs, pour les seconds parce qu'ils n'ont jamais rien fait lorsqu'ils étaient seuls au gouvernement. De préférence ils faisaient le contraire.

Devant les sourires, soyez donc vigilants et tenez fermement le cap.

Il m'est difficile de vous écrire cela n'aimant pas divulguer ce que je sais ; mais dans les réunions du P.C. à tous les niveaux, cellules, sections et (je censure) j'ai toujours vu des sourires ou ricanements moqueurs quand les mots U.D.B. et Bretons étaient prononcés. Certains d'entre vous pourraient m'accuser d'être un renégat (comme aurait dit le P.C. dans les années 1950) ou de vouloir régler mes comptes par U.D.B. interposée. Chacun peut penser ce qu'il veut mais il serait faux de croire que je veux me servir de votre Mouvement, d'ailleurs je demande l'anonymat. Je veux seulement que vous soyez prévenu. Vous vous faites sans doute pas trop d'illusions sur vos partenaires nationaux. Je confirme ce que vous savez sans doute, et je le fais parce que je suis breton.

Je sais que ma démarche est difficile, j'ai cru fermement à l'action du P.C.F., j'ai milité pendant treize ans, je lui ai donné toute sa chance, mais il a toujours secoué ses oripeaux du stalinisme sans pouvoir s'en défaire et le mot démocratie interne n'est qu'un mot sans signification comme beaucoup d'autres. Je connais bien cette machine et ses hommes dont la grande majorité sont honnêtes mais ils sont comme des somnambules : on ne peut les réveiller.

Encore une fois, soyez sans complaisance, soyez Bretons. Je ne peux que vous souhaiter beaucoup d'adhésions et un grand parti.

Nantes.

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

VINS SUPÉRIEURS

Ets LE FUR

SANTA-ROSA

Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —

Elle associe le confort et la sécurité.
Ford Granada.



Legendaire robustesse et sécurité.



AUTOREP S.A.

41, Rue du Vincin
56 VANNES
Tél. (97)63.10.35



HI-FI
DISQUES
T.V.

JOSSIER ELECTRONIQUE

35, Place des Otages - MORLAIX

Librairie "71"

29, rue J. Jaurès - NANTES

Tél. 48.69.58

Liez la vie, l'intelligence,
les lettres, la beauté.

Des cadeaux : Des livres



BAR LE TRISKELL

Place Guérin — BREST
☎ 44.56.65.
Guinness à la pression

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES
Tél. (97)47.39.06
distributeur agréé PRIMAGAZ

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

S.C.O.P. C.O.D.A.

CHAUFFAGE-ÉLECTRICITÉ
PLOMBERIE - SANITAIRE
Ventilation Locaux Agricoles

Concessionnaire :
WESTFALIA-SEPARATOR
Petite-Ile - 29212 BOURG-BLANC
Tél. 84.57.30

**construisez
votre ABER
sur votre terrain
avec l'aide personnalisée au logement**



à votre goût, sur votre terrain construisez un de nos modèles de maison

Profitez des nouveaux financements.
Demandez une étude.

ABER

C'est une maison confortable de construction traditionnelle avec toit en ardoises et pierres apparentes.

surface habitable 101,40m²
garage/cellier 25m²
possibilité sous-sol 64m²

SERVICE
APRES-VENTE
assuré
par notre délégué à la qualité

bon à découper
sa. CALLEC
construction
bretagne



bon pour recevoir, sans engagement de ma part,
une documentation complète sur ABER.

nom _____
prénom _____
adresse _____

A adresser à : CALLEC S.A., 24, rue de Siam, 29200 BREST



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

tél. 73.00.30

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)
A partir du N° inclus.

Cl-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)
A partir du N° inclus.

Cl-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

UN BIEN CURIEUX CLIMAT...

FINIRA-t-on par s'habituer à tout, et même au chômage ? L'annonce en novembre d'un chiffre record (plus d'un million trois cent mille chômeurs selon les statistiques officielles) n'a soulevé aucune émotion particulière, alors qu'il y a moins d'un an, en pleine campagne électorale, le gouvernement se battait pour qu'on évite de prononcer le chiffre, qui paraissait démesuré, d'un million de chômeurs. Pire, on a entendu des auto-félicitations du genre : « C'est intéressant, on s'attendait à plus » ou « Oui, mais la durée moyenne de recherche d'un emploi diminue ». On peut remarquer d'ailleurs que cette dernière affirmation est fautive concernant la Bretagne où la durée de recherche d'un emploi tourne autour de deux cents jours, ce qui est simplement énorme.

Faute de pouvoir combattre le chômage, on a donc entrepris de le banaliser. Être chômeur n'est plus considéré comme une anomalie à corriger au plus vite. A l'inverse, c'est le droit fondamental au travail qu'on cherche à présenter comme un privilège. Comment par exemple ne pas sursauter en entendant Barre critiquer les grèves des fonctionnaires en les présentant comme « des nantis et des privilégiés » ? Des « nantis » et des « privilégiés » qui voient d'ailleurs chaque jour, qu'ils soient postiers ou enseignants, le secteur public dont ils ont la charge rongé et mis à mal.

Faute de pouvoir combattre le chômage, on a résolu, en haut lieu, d'en refuser la responsabilité. Le faisceau de déclarations en ce sens a été trop fourni et trop convergent pour qu'on puisse croire à un hasard : c'est bien une nouvelle tactique qui se met en place. Elle consiste, ni plus ni moins, à enfermer les travailleurs dans un faux problème qui pourrait se formuler ainsi : on doit choisir entre le travail et les progrès sociaux ; si l'on veut résorber le chômage, il faut renoncer aux conquêtes ouvrières.

Des exemples : le rapport Farge sur l'A.N.P.E. qui propose de décharger les agences de l'emploi de « la gestion du chômage » pour pouvoir mieux s'occuper des « vrais chômeurs ». Les paroles des responsables du patronat français parlant non pas d'abaisser l'âge de la retraite, mais dans certains cas de l'élever. Les responsables gouvernementaux n'hésitent pas, eux, à proposer de remettre en cause des conquêtes que

l'on croyait inébranlables. On créera des emplois, nous dit-on si les patrons ne sont pas contestés par les comités d'entreprise, s'ils ont la possibilité de licencier facilement, si on limite l'intervention possible des inspecteurs du travail. Et Barre, dont il faudra bien admettre qu'il ne s'embarrasse pas de périphrases dans ses mesures anti-populaires ne craint pas d'affirmer que le déficit de la sécurité sociale est dû aux travailleurs et qu'il faudra que ce soit eux qui le combent. Il ne craint pas non plus de remonter bien loin en arrière en annonçant la possibilité des contrats de travail à temps limité, que même le patronat avait renoncé à demander, tant la mesure est rétrograde.

Bien sûr, toutes ces mesures ne se réaliseront pas, mais il s'agit à l'évidence de ballons d'essai ; il s'agit de tester la riposte possible, de mesurer la combativité d'une gauche politique et syndicale dont les réactions ne sont pas claires, qui se divise chaque mois de manière plus ouverte et admise, mais qui reste capable d'actions ponctuelles brutales.

Un Giscard « sûr de lui et dominateur », un Barre sacré « meilleur premier ministre » après avoir été « meilleur économiste », enfoncent à qui mieux mieux une gauche sans perspectives. Leur échec même est assumé avec hauteur, leur bilan est à peine masqué. Que risquent-ils ? Il faudrait quelqu'un en face, il faudrait une force politique quand il n'y a que révolte et soubresauts. 10 000 paysans à Pontivy, 10 000 manifestants anti-nucléaires au Pellerin, 10 000 autres à Quimper : des rassemblements nécessaires mais non exempts d'ambiguïté. Un drôle de climat, une violence qui parfois éclate, ou qui, comme à Quimper fut fortement suggérée. Quelque chose de malsain dans cette vie politique. Et toujours présent, lancinant, le chômage, le chapelet des licenciements.

La chance des gens au pouvoir, c'est de jouer sur l'individualisme et l'action désordonnée de ses opposants. Plus que jamais une riposte claire et organisée est nécessaire, particulièrement dans le domaine de l'emploi. C'est cette riposte que les fédérations U.D.B. organisent actuellement — seules ou avec d'autres selon les conditions locales, — en développant leur campagne pour « du travail en Bretagne ».

UDB